

Oiseau-tempête 4€



S'excuser,
c'est périr

● Berlin 1953. ÉTIENNE ANCLIN & MATHILDE ANCLIN, 2006 ●

INCENDIES SANS PAROLES

On nous promettait l'islam et le terrorisme,
et c'est la question sociale !

ÉTAT DES LIEUX. – Les violences policières et les révoltes dans les quartiers ouvriers pauvres ne datent pas d'aujourd'hui. Construites, dans les années cinquante, pour loger le prolétariat de la grande industrie, les villes-dortoirs à urbanisme vertical hideux ont subi les effets de la crise économique, la désindustrialisation et de l'accroissement du chômage.

Conséquence inévitable, on trouve concentrées dans ces quartiers les populations ouvrières les plus pauvres, notamment d'origine immigrée; ce sont souvent des familles qui sont en France depuis deux ou trois générations (le grand-père d'un des jeunes tués par la poursuite policière avait émigré en France en 1938), ainsi que des familles arrivées plus récemment, dans des situations précaires, voire sans papiers. Beaucoup de jeunes ont la nationalité française même si ce n'est pas celle de leurs

parents. La majorité des travailleurs est d'origine maghrébine, turque ou africaine, il y a aussi dans ces quartiers des prolétaires d'origine portugaise, asiatique, française ou autre. Les jeunes, qui constituent presque la moitié de la population de ces quartiers, sont les premiers touchés par le chômage. Le taux de chômage moyen est de l'ordre de 25 % mais par endroits, comme c'est le cas à Clichy-sous-Bois, où a commencé la révolte après la mort des deux jeunes, il peut atteindre 40 %.

Dans ces quartiers, la crise de l'école publique prend des formes extrêmes. Les conditions matérielles y sont en constante dégradation, les budgets réduits. Et la majorité des jeunes se trouve tout naturellement en « échec scolaire ». L'état de l'enseignement public ne peut plus être abordé de façon uniforme. Il n'y a plus une École publique mais des écoles publiques, selon la richesse ou la pauvreté des quartiers. Depuis le début de la révolte,

des voix « raisonnables » proposent le rétablissement des crédits pour les éducateurs qui étaient censés encadrer les jeunes des quartiers. C'est là une légende. S'il est vrai que les crédits furent coupés de moitié par les derniers gouvernements, ces éducateurs n'avaient jamais eu un poids réel. Par contre, le soutien scolaire pour les jeunes en difficulté fut progressivement abandonné, rejetant encore plus rapidement ces jeunes hors de l'école dans un cadre de chômage de masse, d'économie « parallèle », d'implosion familiale.

Ces dernières années, la répression s'est accentuée sur les jeunes. Elle a changé de forme, désormais, le harcèlement policier est constant, plus violent et plus agressif, il cherche à humilier, à écraser l'individu. Et pas seulement les jeunes. Comme le rappelait une femme : « *Maintenant, quand je descends les poubelles je fais attention à avoir mes papiers d'identité sur moi !* »

Le droit étant un édifice idéologique essentiel au fonctionnement du capitalisme, on peut rappeler ce que disait Marx : que les formes de gouvernement et de droit tendent à correspondre aux formes d'exploitation. Une exploitation plus sauvage et violente implique un droit plus dur et des gouvernements plus autoritaires¹. Ainsi, la récente réforme du Code pénal permet une multiplication des poursuites et des peines. Les événements sont venus confirmer que les modifications de la loi ont rendu son cadre plus vague, tout acte devient délit selon les lieux et les personnes et, s'il n'y a pas de délit, on peut facilement l'inventer. Les peines concernant l'interdiction de « regroupement dans les cages d'escalier des immeubles » en sont un parfait exemple. Cette nouvelle situation a engendré une peur constante du contrôle et de la police, l'idée même du pouvoir étant que les espaces que les jeunes considèrent encore comme les leurs, immeubles, quartiers, ne doivent plus l'être.

Consubstantiel du système capitaliste et de la division sociale du travail, le racisme prend des formes spécifiques à chaque société. En France, ce sont l'histoire coloniale et les conflits de la décolonisation qui le façonnent. La place des immigrés dans la division sociale du travail a, par la suite, renforcé le racisme et aussi masqué la crise sociale, dans la mesure où l'appauvrissement d'une partie du prolétariat est assimilé à un problème d'immigration. À l'inverse, le racisme renvoie nécessairement à la question de la colonisation. Le récent décret demandant d'enseigner à l'école les « bienfaits » de la colonisation fut compris comme une véritable provocation. Les récents incendies criminels ou accidentels (conséquence des conditions dans lesquelles on parque les gens) d'hôtels d'immigrés, les successives expulsions d'immeubles occupés par des travailleurs immigrés, tout renforce l'idée que « ce sont toujours les mêmes qui payent ». Les jeunes des quartiers périphériques ont le sentiment de faire partie d'une population qui est désormais superflue, qui ne compte

pas, qui est méprisée, qui est traitée comme pègre. Mais ce « destin » leur apparaît comme étant indissociable de leur origine immigrée. Le « racisme social » mêle le racisme tout court et la nature même du système.

Une impuissance généralisée

CETTE RÉVOLTE s'est développée dans un contexte et une atmosphère particuliers. On y retrouve exprimé le sentiment de blocage et d'impasse qui traverse la société. Par exemple, le rejet électoral de la Constitution européenne fut méprisé et considéré comme une « erreur » par les organisations politiques dominantes. Les membres des associations, religieuses ou autres, qui incitent les jeunes à intervenir dans la vie municipale, s'entendent invariablement répondre : « Ça ne sert à rien ! ». Une manifestation organisée à Paris par des associations demandant « la fin des violences » et un plus grand investissement des jeunes dans la vie électorale eut un échec retentissant. Surtout, depuis 1995, toute grève et mobilisation sociale ou syndicale se heurte à un mur. Cette impasse sur le terrain des luttes (mouvement enseignant, mobilisation contre la réforme du système des retraites) est fortement ressentie dans ces quartiers de prolétaires comme partout ailleurs. L'impuissance et le manque de perspectives de cette révolte sont aussi, jusqu'à présent, celles du mouvement social dans son ensemble.

La politique de désengagement de l'État dans les mécanismes d'intégration sociale est assujettie à la crise capitaliste, ainsi que l'orientation libérale s'opposant à la ponction des profits privés et de la richesse bourgeoise. Les moyens, et donc l'espace pour la voie des réformes, ont été réduits à néant. La réponse du gouvernement s'est faite avant tout dans le domaine de la répression. Il en profita pour mieux museler toute mobilisation sociale, interdisant tel ou tel rassemblement classé comme menaçant pour l'ordre public. La décision du Premier ministre de ressortir une loi – votée par les socialistes à l'époque de la guerre d'Algérie – pour appliquer le couvre-feu dans les banlieues inquiéta jusqu'à la presse conservatrice (« *Fébrilité* » titrera *Le Monde*). Un jeune dira à un journaliste : « *C'est clair, pour eux, nous serons toujours des Arabes !* »

Grosso modo, cet État d'urgence, modulable, permit d'isoler les « quartiers à problèmes », les occuper par la police, y effectuer des perquisitions en tout arbitraire. Idéologiquement cette mesure souligne l'identification qui doit être faite entre « population dangereuse » et « population des banlieues », « population immigrée ». Depuis plus de vingt ans, la question sociale ne cesse d'être ainsi transformée en une commode question sécuritaire². Réduire la question sociale à la question sécuritaire justifie de ne plus gérer l'exclusion des travailleurs immigrés par le social mais par le répressif.

**COUVRE-FEU :
« extinction du
paupérisme
après 22 h... »**

Mais la conflictualité de la société française, la rage profonde des classes exploitées et le fragile équilibre politique provoquent quelques hésitations du côté du pouvoir. La classe politique et les capitalistes ne semblent pas prêts, dans leur ensemble, à s'engager dans une orientation unique, de criminalisation de la pauvreté, aboutissant à une séparation des exclus. Le discours « républicain » de l'égalité formelle des chances a toujours cours, même si chacun sait qu'il ne correspond pas à la réalité sociale. Car reconnaître la faillite de cette idéologie d'intégration reviendrait à affirmer la fin du réformisme et l'inéluctable avènement d'une société à chômage de masse. Aussi, l'option qui repose sur la seule répression soulève-t-elle quelques problèmes et contradictions. Comment, en effet, faire fonctionner une société moderne avec des villes occupées militairement ? L'exemple récent de Perpignan³ en a montré les limites. L'économie marchande se trouva vite étouffée par l'occupation policière de la ville obligeant les commerçants à demander la levée de l'opération. Plus récemment, l'application du couvre-feu à des villes-dortoirs a également posé problème. Ainsi la police fut forcée d'assouplir les mesures de contrôle dans des quartiers de la banlieue nord de Paris où vivent les ouvriers qui font fonctionner l'aéroport de Roissy et qui doivent se déplacer la nuit.

La différence avec hier

LES RÉVOLTES ACTUELLES n'ont pas de rapport avec des affrontements de gangs, ou avec des faits liés à l'économie de la drogue et au petit banditisme. Cela ne veut pas dire que les bandes des quartiers soient absentes des affrontements, l'appartenance des jeunes aux bandes peut parfois déterminer les formes de leurs actions. Mais les enjeux de l'« économie parallèle » étaient absents. Ces concepts d'« économie parallèle » et d'« économie de la drogue » ne sont d'ailleurs pas fondamentaux pour la compréhension de la situation. D'une part, ils sont de nature policière et introduisent une moralisation du débat, d'autre part ils sont difficilement mesurables. L'« économie parallèle » est la forme dominante de survie dans les quartiers pauvres et l'« économie de la drogue » n'est qu'un de ses aspects, au même titre que le travail illégal. Cela étant, l'« économie de la drogue » se base sur une forte hiérarchie et sur des pouvoirs forts et répressifs au sein des quartiers. Comme on le sait par l'expérience passée – et pas seulement en France – l'« économie de la drogue » développe de forts liens avec la police, liens qui accélèrent l'implosion des quartiers. À long terme, les caïds de cette économie se rangeront sans doute du côté de l'ordre, car l'occupation policière des quartiers dérange les affaires. Autrement dit, si l'économie parallèle (et celle de la drogue) complète la panoplie de survie trouée du travail précaire dans les banlieues, elle n'a pas

DÉBUT NOVEMBRE 2005, trois jeunes cherchant à échapper à un contrôle policier se réfugient dans un transformateur électrique, à Clichy-sous-Bois, banlieue ouvrière pauvre de la région parisienne. Deux d'entre eux meurent électrocutés et le troisième est gravement brûlé. Bien qu'ils connaissent la dangerosité des lieux, les policiers ne leur portent aucun secours et les présenteront comme des délinquants connus, ce qui, plus tard, sera reconnu faux. Ces faits provoquent immédiatement des manifestations suivies d'émeutes dans la ville. Lesquelles s'étendront rapidement à d'autres quartiers de la région parisienne et ensuite à toute la France. Les émeutes ont duré un mois et se calment juste avant que le gouvernement décrète l'état d'urgence. Ces événements surviennent à la suite de propos méprisants et agressifs du ministre de l'Intérieur (l'intention de « nettoyer les quartiers au Kärcher » et la référence à « la racaille » pour définir les jeunes) qui avaient fait monter la tension. La mort des deux jeunes a mis le feu aux poudres.

été un facteur déterminant dans l'explosion de rage des quartiers.

On n'a pas constaté de réaction violente de citoyens réactionnaires ou excédés contre les jeunes. Sauf quelques « accidents » isolés, il n'y a pas eu de règlement de compte dans les quartiers. Malgré l'insistance médiatique sur les « violences urbaines », le pouvoir n'a pas mobilisé à son profit l'exaspération des « honnêtes citoyens ». Si le couvre-feu a mis les habitants des quartiers visés dans la même situation, les moyens par lesquels s'exprime la rage se sont retournés, et le plus souvent, contre les révoltés, suscitant une hostilité, créant une division supplémentaire dans les quartiers. Dans un premier temps, le pouvoir politique en a tiré profit pour fabriquer de l'« opinion publique » : à long terme, il espère récupérer ce désarroi sur le terrain électoral.

En France, la communauté des jeunes pauvres n'a pas imploré, comme aux États-Unis ; elle n'est pas cloisonnée selon les communautés ou les religions, comme en Grande-Bretagne. Elle réagit toujours comme une communauté d'exploités, d'exclus. Les révoltes ont été avant tout celles des jeunes pauvres des quartiers ouvriers et non uniquement celles des jeunes « issus de l'immigration ». Dans des régions où la pauvreté touche une partie importante de la vieille classe ouvrière non immigrée, comme c'est le cas dans le Nord, beaucoup des interpellés étaient des « émeutiers loin des clichés », des jeunes « Blancs⁴ ». On n'a pas observé non plus de séparations « raciales » dans les actes de révolte. C'est là une différence importante avec les émeutes précédentes ; comme

celles de Perpignan. Cette fois-ci, il s'agit plutôt de la révolte d'une « figure sociale », le jeune pauvre de banlieue. Lorsque les jeunes ont affronté la police, ils expriment un sentiment de solidarité et une revendication de respect, un rejet du mépris d'État. Lequel lui retourne le mépris des classes nanties vis-à-vis des pauvres. Les « jeunes révoltés » affirment la revendication de ne pas être traités comme des « criminels ». Ils n'ont cessé de réclamer des « excuses » au pouvoir politique sur les mots employés et des explications sur la mort des deux jeunes. Engagé dans une dynamique répressive, le pouvoir politique s'est interdit de céder, de s'excuser de la mort des jeunes et des mensonges officiels et médiatiques. Car un tel revirement reviendrait à légitimer la révolte.

On peut discuter si on s'est trouvé devant un mouvement au sens traditionnel ou plutôt devant un mouvement composé d'actes qui se revendiquent consciemment, solidairement, d'une attitude commune, opposée à des conditions de vie misérables, à la répression de l'État ; mouvement qui exige justice, rejette une condition insoutenable à la longue. Les jeunes des quartiers périphériques pauvres ont retrouvé un sentiment de collectivité dans ces émeutes. On est bel et bien devant une révolte dans les quartiers pauvres qui s'est unifiée autour de ces sentiments, contre les forces policières de l'État et les politiciens, ses institutions, ses symboles ; enfin, contre les capitalistes qui profitent de cette situation de misère pour s'installer dans les zones pauvres en échange d'exonération d'impôts.

Les jeunes et l'école séparés par le feu

DEPUIS QUE LES QUARTIERS voient éclater des révoltes et des émeutes, c'est la première fois que les très jeunes se sont trouvés massivement impliqués. Sur les quelque 3000 personnes placées en garde à vue, presque 700 ont été condamnées, dont 118 mineurs. Au total plus d'un demi-millier de mineurs ont été présentés devant un juge. La question de l'absence de jeunes femmes soulève aussi quelques questions, révélatrices des conditions de

survie dans les quartiers. Les filles sont en général peu visibles dans la vie de rue et des bandes ; encore moins la nuit. Leur rapport avec l'école est aussi différent de celui des garçons. Pour elles, l'école reste la seule possibilité de sortir des quartiers et, malgré les difficultés croissantes, elles arrivent plus facilement à trouver du travail que les garçons. Elles sont aussi plus « protégées » par les « grands frères », dans le bon et le mauvais sens du mot, car il s'agit souvent d'une oppression. Il faut signaler qu'il y a une résistance grandissante des filles à ce contrôle, souvent avec des conséquences tragiques. Tous ces aspects portent la marque des valeurs religieuses, souvent musulmanes, chrétiennes parfois, par exemple dans les communautés de travailleurs portugais, martiniquais, capverdiens ou guadeloupéens. La séparation des sexes n'a pas été dépassée, elle a même été renforcée par le caractère physique des affrontements. C'est sans doute un signe des limites de la révolte et de son isolement. Cela étant, l'absence des filles ne veut pas dire qu'elles ne se sont pas senties concernées par la révolte et par ses causes. D'ailleurs, elles ont été très présentes dans les diverses manifestations de soutien aux jeunes arrêtés, et devant les tribunaux.

Il existe un lien direct entre la jeunesse des révoltés les attaques subies par de nombreuses écoles, mises à sac et incendiées. Certes, si on met volontiers l'accent sur la destruction des écoles, c'est souvent pour passer sous silence les attaques de commissariats, centres des impôts et entreprises qui refusent d'employer les jeunes des quartiers. Pour ce qui est des écoles détruites, même un bureaucrate du syndicat des professeurs est capable de déceler ce lien : « Ces actes sont un symbole. On croit beaucoup à l'école, censée être un ascenseur social. La brûler, c'est dire que ça ne marche pas. On se retourne contre elle parce qu'elle nous a déçus ⁵. » Si les écoles sont incendiées, c'est aussi parce que leur fonction sociale est de faire le premier tri de la future division du travail. De ce point de vue, l'école marche toujours bien. La preuve : l'âge moyen auquel les jeunes des cités décrochent de l'école pour errer ensuite de petits boulots en petits boulots. Un récent rapport parlementaire sur la « prévention de la délinquance » prône même la création d'un système de détection des signes de délinquance dès la crèche ⁶. Plus qu'une rupture, il faut voir dans cette proposition une adaptation de l'école publique à la situation actuelle.

Les religieux hors jeu

FACE À CES RÉVOLTES, l'argument de la manipulation religieuse est tombé à plat. Au contraire, les questions sociales ont pris le dessus sur l'asservissement religieux. En pleine période du Ramadan, et contre les attentes même du pouvoir,





les religieux se sont trouvés débordés, le recteur de la Mosquée de Paris a été malmené à Clichy juste après la mort des deux adolescents, et les barbus qui ont cherché à s'interposer entre la police et les jeunes n'ont rien pu faire. La grenade jetée devant la mosquée de Clichy, provocation policière majeure, n'a pas pu être mise à profit par les religieux. Pis, les religieux, leurs associations, se sont trouvés parmi les premiers à accepter l'idée de création de « milices de protection », allant même, par endroits, à organiser des « patrouilles de nuit » pour tenter de calmer les jeunes. Une des plus importantes associations islamiques de France (l'OUIF) a poussé le ridicule jusqu'à lancer une *fatwa* condamnant les violences. En vain, évidemment ! Un responsable islamique s'est plaint à un journaliste : « Ces jeunes sont des paumés, qui ont un lien très mince avec la religion. Quand on leur dit "Salam aleykum", ils répondent : "Bonsoir".⁷ » On pourrait inversement parier qu'au *bonjour* du journaliste ils auraient répondu, *Salam aleykum* ! Autrement dit, chez les jeunes les références religieuses jouent souvent comme repères collectifs, comme identité d'opposition, mais non comme ciment de la révolte.

Le terreau sur lequel se développe la religion est celui de la poursuite du désastre et de l'exclusion. Or cette révolte exprimait le rejet de cette situation, elle aurait voulu arrêter le désastre et l'exclusion. Cela ne veut pas dire que le religieux a disparu. Le religieux est le socle du repli, de l'identité qui comble l'absence de collectivité centrée sur la question sociale. Les religieux n'ont plus

qu'à attendre la fin de l'agitation pour récupérer les déçus et les meurtris. Leur rôle reste essentiel pour l'ordre et on peut prévoir que les idéologues du pouvoir réviseront la place à donner aux institutions religieuses dans le maintien du contrôle social.

Quand la question sociale s'exprime dans le refus

LES RÉVOLTES ont mis en évidence la misère, l'inégalité et l'injustice de classe, bref, elles ont fait le constat du désastre social général. Dans les discours des participants – autant qu'on leur a donné la parole dans les médias –, les questions sociales ont pris le pas sur les problèmes d'immigrés, de « race », pudiquement appelés « ethniques ». Ce n'est plus la question des banlieues qui a été posée, mais celle de la logique actuelle de la société.

Parmi les jeunes arrêtés, nombreux sont ceux qui avaient de petits emplois précaires. L'image d'une « population » qui serait totalement en marge du monde du travail est fautive. Comme un grand nombre des habitants des quartiers, ils font partie du monde du travail – un jour salarié, chômeur le lendemain. En fait, les protagonistes des révoltes donnent une photo, en négatif, de l'état de l'ancienne classe ouvrière. D'un côté, ils aimeraient en faire partie. D'un autre côté l'image qui leur est laissée *via* leurs parents est celle d'un sacrifice sur l'autel du profit, motivant chez eux un fort rejet du monde du travail et du salariat. C'est dans ce sens qu'on peut dire qu'il y a eu un rejet de l'intégration perçue comme l'acceptation du monde tel qu'il est. « *La culture occidentale ne se maintient que du désir du reste du monde d'y accéder. Quand apparaît le moindre signe de refus, le moindre retrait de désir, non seulement elle perd toute supériorité, mais elle perd toute séduction à ses propres yeux. Or, c'est précisément tout ce qu'elle a à offrir de "mieux", les voitures, les écoles, les centres commerciaux, qui sont incendiés et mis à sac. Les maternelles ! Justement tout ce par quoi on aimerait les intégrer, les maternelles !...⁸* »

Ce mouvement de révolte peut être lu comme une réponse violente, sans paroles, à la faillite du vieux mouvement ouvrier et de ses institutions, à l'état de défaite de la classe ouvrière. Les jeunes prolétaires sont condamnés à vie, exclus du salariat classique, à statut permanent ; les syndicats et partis de gauche n'existent plus dans les quartiers et n'y représentent plus rien.

Éclairages, limites et impasses

LA RÉVOLTE DES EXCLUS de notre époque ne peut pas prendre les voies de la lutte collective du passé, celle des syndicats et des partis, encore moins la voie électorale. Les prolétaires marginalisés des sociétés contemporaines ne se reconnaissent pas dans les schémas politiques anciens, forgés pendant les années de luttes réformistes.

Les limites, l'impuissance et l'absence de perspectives des révoltes sont celles du mouvement social tout entier. La révolte les met en évidence à partir de ce qui n'est plus supportable. Il n'en reste pas moins que ce mouvement de rage social porte en lui une impasse. De par sa nature même, il rencontre une difficulté à se généraliser car il n'a pas la capacité de bloquer la reproduction de la société.

De nombreux commentateurs ont décelé dans cette révolte une force de détonation puissante. La compréhension critique d'un mouvement de contestation sociale, même limité comme celui-ci, recherche toujours des références, des filiations, ressent le besoin de se réapproprier des « âges d'or ». Ainsi, par référence à Mai 68, on a remarqué que la grande différence résidait dans l'absence de relais avec d'autres secteurs de la société qui, en 1968, conduisirent à la grève générale sauvage. En mai 1968, il y a eu un passage (la transmission de la colère) des étudiants vers les ouvriers qui, eux, pouvaient bloquer la société. Vu l'état des rapports de classe dans la société, l'état de la combativité des salariés, ce passage semble actuellement plus qu'improbable, rendant les limites des révoltes d'autant plus évidentes.

Ces révoltes et émeutes éclairent aussi la crise de la politique bourgeoise, l'identité des visions de gauche et de droite. Avec à gauche des nuances, qui sont de l'ordre de la méthode, l'usage des associations et des « éducateurs » comme pompiers des quartiers, le retour à une police plus « douce », dite « police de proximité ». Projet qui semble aujourd'hui impossible à mettre en application. Pour ce qui est de la revendication d'un autre avenir, d'une baisse du chômage et de la fin de la précarité, la gauche n'a rien à proposer et reste prisonnière des exigences capitalistes. L'application même du « couvre-feu » fut soutenue par le PS au nom du nécessaire « retour à la loi et l'ordre », il demanda juste son application « limitée dans le temps », votant timidement contre sa prolongation à trois mois. De son côté, le parti communiste cherche à jouer une dernière carte dans le cadre du système. Certains de ses maires, qui dirigent la plupart des villes pauvres de banlieue, restent les derniers faibles interlocuteurs du système politique face aux jeunes ?

Ces événements soulignent les difficultés du traitement répressif de la surpopulation ouvrière dans des sociétés ayant une culture historique particulière. Malgré leur marginalité et leur exclusion, les jeunes restent marqués par l'histoire de la société française, comme le montre l'usage revendicatif des valeurs « égalité » et « justice ». Mais classer les révoltes comme « un mouvement très français ¹⁰ » est excessif. Il s'agit plutôt d'un mouvement d'exclus qui revendique par la révolte des valeurs ancrées dans la société française. Qui fondèrent l'idéologie de la démocratie formelle et du réformisme du passé, qui peuvent aussi être portés par des aspirations égalitaires. D'où l'impact de ces événements sur les classes dirigeantes des autres pays européens. Ce fut un

deuxième choc, après le non français à la Constitution européenne.

Les questions de la révolte

LES VALEURS EXPRIMÉES par cette révolte sont-elles, pour l'essentiel, le reflet des valeurs barbares du système ? Celles de la violence de l'exclusion, qu'on retrouve souvent dans les bandes et les gangs de quartier ? Il est vrai, ces jeunes ont dit *non*, mais ils n'ont dit *oui* à rien de précis. Cela étant, il y a, dans ce mouvement, des valeurs qui ne sont pas celles du système. Ne pourrait-on pas voir, dans cette forte revendication de respect, de la fin de l'humiliation, de l'abolition des formes de racisme à l'usage de l'exploitation, de sentiment d'injustice sociale et d'aspiration d'égalité, les jalons d'une exigence, un désir d'une société différente ? Il y eut aussi le rejet du mépris de classe et du mensonge, le regard politique sur leur propre situation, enfin une solidarité. Dans les quartiers, elle s'est manifestée, entre les habitants, avant tout dans leur opposition à la répression, à l'humiliation, au mensonge et au mépris. Et, il est un fait, l'appel à la délation lancé par la police ne fut pas suivi d'effet. Certes, ces attitudes ne sont pas dégagées des contraintes propres à toute communauté... Inversement, on peut souligner que l'adhésion massive aux émeutiers ne s'est pas manifestée non plus. L'État d'urgence fut somme toute accepté sans trop de manifestations de mécontentement. Comme quoi la compréhension d'une situation ne traduit pas nécessairement un accord avec les moyens utilisés. Enfin, les émeutiers avaient-ils conscience de lutter contre l'État ? Ils exprimèrent en tout cas leur rage et leur opposition contre les institutions de l'État qu'ils connaissent au quotidien, la police, l'école, les services sociaux. D'autre part, ce fut la répression de l'État qui unifia la révolte, dans le temps et dans l'espace.

La révolte des jeunes des cités intéresse surtout pour la crise qu'elle ouvre, pas tant pour ce qu'elle fut. Car, et c'est bien là leur essence tragique, il n'y a rien dans la condition des jeunes qui peut être porteur d'avenir, de dépassement de leur misère. Seuls, ils sont condamnés à s'affirmer en négatif seulement, face au système. Autrement dit, le vrai problème posé par leur révolte est leur isolement du reste de la société, des autres secteurs exploités, avant tout. Nous savons que la résignation et la passivité sont des caractéristiques dominantes de notre époque. Les jeunes sont venus le rappeler et le souligner.

La révolte n'est pas en soi une valeur émancipatrice. On le sait, dans l'histoire elle a pu alimenter des formes politiques fascistes ! Mais, là aussi, la comparaison tombe à plat. Car le fascisme possible de nos jours – qui reste à définir au même titre que toute forme de réformisme – n'a que faire de ces jeunes prolétaires exclus. Reste le

mot d'un jeune au journaliste, chargé de sens : « *On n'a pas la haine, on a la révolte !*¹¹ »

Or, tant qu'il y a de la révolte, il y a de l'espoir. Et sans révolte, il n'y a pas de subversion possible. Ce possible dépendant, lui, des circonstances historiques, de la situation générale.

CHARLES REEVE ■

15 décembre 2005

Ce texte a été discuté et enrichi lors de discussions collectives au sein d'Oiseau-tempête. Des divergences sont apparues à l'intérieur du collectif, plusieurs appuyant ce texte, d'autres exprimant en revanche des « points de désaccords ». Le LEXIQUE (en page 14) a voulu apostiller ce texte, signaler, commenter, étirer des idées peu abordées.

NOTES

- 1 – « *Comment ce monde va ?* », Oiseau-tempête, n° 12, été 2005.
- 2 – cf. Oiseau-tempête, n° 10 (2003), n° 11 (2004) et n° 12.
- 3 – À Perpignan, en été 2005, deux communautés pauvres, celle des Maghrébins et celle des Gitans se sont affrontées, suite au meurtre d'un jeune d'origine marocaine par un jeune Gitan. Les bagarres entre les deux communautés ont duré quelques jours, sur fond de manipulation politique de la mairie (la population gitane étant un électorat captif de la mairie depuis des années), obligeant à l'occupation policière de la ville pendant des semaines.
- 4 – Libération, 18 novembre 2005.
- 5 – Métro, 8 novembre 2005.
- 6 – Le Monde, 9 novembre 2005.
- 7 – Le Monde, 8 novembre 2005.
- 8 – « *Nique ta mère !* », Jean Baudrillard, Libération, 18 novembre 2005.
- 9 – Dans les quartiers et villes où la présence des classes moyennes modernes s'impose, les maires communistes s'alignent volontiers sur la politique sécuritaire dominante, procédant à des expulsions et à la marginalisation des immigrés sans papiers. Ce fut tout récemment le cas à Montreuil.
- 10 – Olivier Todd, Libération, 21 novembre 2005.
- 11 – Le Monde, 7 novembre 2005.



Les banques procèdent à de multiples petites acquisitions



OISEAU-TEMPÊTE est une revue de critique sociale créée en 1997. Elle est réalisée par un collectif d'une dizaine de personnes aux itinéraires divers, s'inspirant des idées anarchistes, marxistes, situationnistes ou surréalistes. La plupart ne se reconnaissent complètement dans aucun de ces courants. On peut, pour qualifier le projet auquel la revue veut contribuer, retenir

les termes communiste, libertaire et internationaliste. Nous voulons la mise en commun des richesses et des tâches et refusons tout pouvoir institué, toute médiation inutile. Nous pensons que la liberté commune est la condition nécessaire à l'épanouissement de la liberté de chacun. Oiseau-tempête recherche, y compris dans l'élaboration de sa maquette, un usage critique de l'imaginaire et de la poésie, dont le pouvoir subversif en fait le bras armé de nos rêves.

Conversation avec un émeutier

On a beaucoup glosé ces derniers temps sur la question des révoltes urbaines, mais peu entendu ceux qui ont directement participé à cet embrasement. Nous avons profité de notre amitié avec un des interpellés de novembre dernier pour recueillir un autre point de vue. Hormis le fait d'être un simple entretien, cet échange est avant tout un dialogue brut entre potes partageant une même révolte. Il n'a pas comme volonté d'être objectif. Notre ami a voulu se surnommer « Acab » par mesure de sécurité. Acab a 17 ans.



I. AVANT LES FAITS

Boby et les Cosaques. – Comment as-tu pris les événements de Clichy ?

Acab. – Moi et mes potes, on a vu que ça brûlait dans les autres villes et on s'est dit qu'il fallait que ça brûle partout, qu'il fallait que ça change.

– Vous vous êtes lancés par solidarité ?

Acab. – Ouais.

– Mais pourquoi cette bavure a-t-elle déclenché une réaction ? Des bavures il y en a souvent...

Acab. – Ce que j'ai trouvé chelou, c'est que les médias (ou les flics) disent qu'il n'y avait pas eu de course-poursuite. Mais il y en a un, le troisième qui s'en est sorti, avant d'aller à l'hôpital il était en cours de régulation. Et quand il est sorti de l'hosto, il était régularisé et il se souvenait plus de rien. En fait, ça couvre une bavure.

– Tu l'as su quand, ça ? Avant ou après être passé à l'action ?

Acab. – Juste après.

– La bavure n'a pas été ressentie comme étant une de trop ?

Acab. – Non, c'est pas une bavure de trop, je vois pas ça comme une goutte en trop, il y a eu une goutte tout court.

– Ça aurait pu prendre à n'importe quel moment en fait ?

Acab. – Ouais.

– T'as suivi l'actualité pendant les événements ?

Acab. – Dès que ça a commencé à brûler, moi et mes po-

tes on a commencé à regarder et acheter des journaux tous les jours.

– Il n'y a pas eu d'autres formes de contacts ?

Acab. – Non.

– Toi et tes potes vous vous êtes directement sentis concernés ?

Acab. – Quand ça a pris à Clichy, nous on n'y pensait pas parce qu'il n'y avait rien qui se passait sur Nantes et après dès qu'on a su que ça brûlait partout on s'est dit qu'à Nantes ça brûlerait forcément. Du coup, on serait pas tous seuls. Après il y a eu un rencard de fixé pour en parler, on devait être une trentaine. Mais en fait, chacun a fait ça dans son coin. Ils ne sont pas venus pour se lancer tous ensemble. Mais suite à notre interpellation, il y a eu des potes qui sont passés à l'action pour nous soutenir.

– Toi et tes potes vous aviez déjà pensé faire ça avant ?

Acab. – Ouais, tous les jours, c'était le rêve.

– Ce n'était pas pour copier les gars de Paris ?

Acab. – Non, non. Pendant la Fête de la musique, on était déjà passé à l'action.

– Vous vous êtes pas sentis rassurés de voir qu'il y avait des gars qui passaient à l'action ?

Acab. – Ouais, ça te donne vraiment l'impression que ça va changer les choses.

– Vous vous étiez dit que vous aviez des choses à faire ici sur Nantes ?

Acab. – Tout le monde ne pensait pas ça. Il y en avait qui voulaient juste représenter Nantes sur la carte des villes en feu. Tout le monde en revanche était d'accord sur les keufs, qu'ils n'arrêtaient pas de faire chier. Mais il y en

avait qui ne croyaient pas que nos actes auraient un impact sur les politiciens. Je connaissais un type, son père connaissait un keuf et le keuf disait que ça faisait un an qu'ils se préparaient à ça et ils s'attendaient à ce que ça se passe au mois de septembre.

– *Peut-être qu'ils étaient bien placés pour sentir la tension et finalement tout le monde pensait que ça arriverait un jour ?*

Acab. – Je pense qu'à Nantes les keufs ont dû sentir la tension, même l'année dernière ils nous ont fait un contrôle place des Lauriers et les flics sont repartis à pied, il n'y avait plus de voiture de la BAC. Il y a beaucoup d'histoires comme ça. Par exemple, pendant la Fête de la musique. (en juin 2005.)

– *Et cette histoire de la Fête de musique, vous en parliez entre vous...*

Acab. – ... que c'était prévu ?

– *Non, je voulais savoir si vous en parliez souvent entre vous ?*

Acab. – Ouais c'était l'émeute quoi ! Tu te dis, pour une fois que c'est les keufs qui ont flippé.

– *D'ailleurs les médias n'en ont pas parlé de cette histoire de Fête de la musique, parce qu'en plus ce n'était pas la première fois que ça arrivait ?*

Acab. – Ouais, mais là, c'était pire que les autres fois, là t'avais tous les quartiers de Nantes.

– *Les gars s'étaient donné rendez-vous ?*

Acab. – C'était la Fête de la musique, tout le monde était en ville. Il y avait une histoire entre deux quartiers. Ils s'étaient embrouillés, les flics étaient venus, apparemment il y avait une meuf, elle a voulu aller chercher son copain et elle s'est pris un coup de matraque dans la gueule. C'est de là que tout est parti.

– *Donc ils se mettaient sur la gueule...*

Acab. – (...) Ouais, ils devaient être une vingtaine à se mettre sur la gueule...

– *... et les flics sont arrivés pour les séparer et tout est parti.*

Acab. – Non, ils ne venaient pas pour séparer, mais pour embarquer du monde.

– *Et là, il y a plein de gens extérieurs à l'embrouille qui se sentent concernés par l'affrontement, tu vois, moi c'est ça que j'avais ressenti, les gens ils se lancent parce qu'ils ont l'impression que la Fête de la musique, elle est à eux, que c'est un espace qui peut sembler déserté par les flics...*

Acab. – Ouais, c'est l'occasion de niquer des keufs, quoi. Si tu ne veux pas faire ça tout seul dans ton coin à 2-3.

– *C'est un peu comme l'histoire du nouvel an...*

Acab. – Comme à Paris, tu parles ?

– *Ouais ou à Strasbourg, ils sont très forts... Et ça ne se fait pas à Nantes ?*

Acab. – (rires) On verra...

– *Parce que j'ai lu que les flics disaient que la Saint-Sylvestre, ça allait être chaud...*

Acab. – Ouais, c'est clair, il faut pas trop que les CRS ils viennent se montrer. Parce que tu vois à la Fête de la musique, il y avait plein de monde dans tous les sens et les

CRS ils sont arrivés à fond en camion. Et puis tu voyais des types ils avaient tellement la haine de s'être mangé des lacrymos, il y en avait un il avait la jambe en sang, il ramasse une canette, il voulait encore plus les shooter.

– *Et puis, qu'il y ait du monde comme ça, peut être que ça donne une sécurité, parce que du coup les CRS ils peuvent pas faire ce qu'ils veulent ; parce qu'il y a des familles. Donc en fait c'est pas mal comme lieu pour créer une émeute, la Fête de la musique, pour taper sur du flic, j'ai l'impression.*

Acab. – Genre tu vois, j'ai des potes à moi ils ont vu une grenade lacrymo arriver dans un landau... Parce qu'en fait, c'est parti à Commerce, après c'est allé à Hôtel-Dieu, et puis une voiture de contrôleurs à Commerce s'est retrouvée sur le toit, et c'était mortel ! Les contrôleurs passaient, et tu disais « Ho ! C'est des keufs ! » et eux, ils flippaient.

– *Et après c'était à Hôtel-Dieu et les flics ils ont reculé jusqu'à la gare. Les flics vous ont fait sortir du centre pour éviter un embrasement ?*

Acab. – Ouais, j'ai vu dans les médias, ils flippaient que le centre-ville soit éclaté.

– *Donc c'est pour ça qu'ils ont déplacé l'émeute un peu en périphérie, c'est stratégique.*

Acab. – Et puis il y avait aussi des vieilles provocations des bakeux¹, genre il y a un type il était en train d'essayer de péter une cabine téléphonique, et moi je lui dis : « On les a niqués, les keufs » et lui, il répond : « C'est peut-être vous qui allez vous faire niquer. » Et puis tu sais c'était un Rebeu, et il était jeune et tout, j'étais surpris. Et on continue à parler et je sais plus ce qu'il a fait comme réflexion et après, direct on a calculé que c'était un bakeu. Après on s'est cassé.

– *Il était en civil et il essayait de voir...*

Acab. – Ouais, et après on a eu des nouvelles comme quoi un bakeu reubeu s'est fait éclater. Et nous, on voyait des bakeux daron² et d'un seul coup on voyait 50 types courir après, c'était assez marrant. Bah ouais les CRS ils se mettaient 200 mètres devant et eux (la BAC) ils se mettaient en plein dans le troupeau... ils prennent des risques... Et avec nous il y avait aussi des babos³ et tout. Mais à la fin, les seuls qui restaient c'étaient des fous.

– *C'est-à-dire, des fous ?*

Acab. – Ils couraient les camions de CRS, ils jetaient n'importe quoi dans les camions, ça rentrait à l'intérieur...

– *Ça regroupait en fait plein de gens de partout, pas que des gars des cités ?*

Acab. – Je pense que les babos et tout qui étaient là, soit ils venaient de quartiers, soit ils avaient subi des trucs...

– *Ils se sentaient concernés par cet affrontement avec les...*

Acab. – Ou alors ils étaient trop bourrés...

– *... On caillasse pas des flics pour rien... il y a toujours une bonne raison...*

Acab. – Ouais...

– *Et toujours à la Fête de la musique, est-ce que vous en*

avez beaucoup reparlé après entre vous, notamment avec les gens avec qui tu t'es retrouvé pendant les émeutes de novembre, par exemple du fait que vous vous soyez retrouvés avec plein de gens différents tout ça ?

Acab. – Nous, quand on a fait notre truc au mois de novembre, on croyait qu'il allait y avoir des affrontements et on voulait rejoindre une émeute et en fait il y a rien eu.

– Ah en fait il n'y a pas eu d'émeute à Nantes ?

Acab. – Non, enfin pas au mois de novembre.

– Et après ce qui s'est passé, du coup qu'il n'y a pas eu d'émeute, ça a été des petits groupes d'action qui se sont créés, et toi t'en as fait partie ?

Acab. – Ouais. En sortant de gard'av j'ai vu un truc dans « 20 Minutes » : ils disaient que dans un quartier X il y a un type qui s'est fait arrêter parce qu'il avait un pistolet à air comprimé et après il y a tout le quartier qui s'est mis autour de la voiture et ils ont commencé à voler les tonfa⁴ et tout ça, et après il y a eu les CRS. Et le type, qui en fait n'avait qu'un pistolet à air comprimé, juste parce que des gens sont venus l'aider, il a pris quatre mois fermes, alors qu'il n'y a eu aucun keuf de blessé... rien.

– Du coup ça a exaspéré encore plus les gens...

Acab. – Et puis les réflexions qu'ils font aussi... Avant de rentrer dans cette garde à vue, j'avais moins la haine que maintenant. C'est après, comment ils me parlaient, c'était encore pire. Ça ne me calmait pas.

– Donc à Nantes, même s'il n'y a pas eu d'émeutes, on a pu retrouver l'unité entre jeunes qu'il y a eu à la Fête de la musique, puisque tu disais que pendant que vous étiez en garde à vue d'autres gens faisaient des actions en votre honneur ?

Acab. – Ouais, c'était les mêmes qu'à la Fête de la musique.

II. LES FAITS

– Et comment ça se passait dans les groupes d'action, vous étiez combien dans votre groupe ?

Acab. – Nous, on était trois, tous ceux que j'ai vus en garde à vue ils se sont tous faits quasiment arrêter par trois.

– Comment ça se passait dans l'organisation, pour le choix des cibles ?

Acab. – Pour nous l'idée de shooter les keufs... Enfin je veux dire pour nous l'idée de brûler la voiture de notre voisin, ça ne nous intéressait pas. On ne va pas aller brûler la voiture d'un prolo, même si ça lui évite un accident sur la route... (Rires) ...nous en fait dans nos têtes c'était l'État, les keufs ou les mairies. Après il y en a qui sont un peu crackés : brûler la boulangerie d'un artisan alors qu'à cinq mètres t'as une mairie annexe.

– T'expliques ça comment, toi, en fait, ce cas-là et les voitures ?

Acab. – Genre brûler une boulangerie plus qu'une mairie annexe, c'est le cas de facilité. Ou ils ont pas dû faire gaffe, parce que la mairie elle était à vraiment cinq mètres, et sous le même hall, c'était autant discret. En même temps, c'est vrai que le pain n'était pas très bon. (Rires.)

– Et tu ne penses pas qu'il y a ce truc d'énerverment collectif qui se traduirait par tout brûler sans distinction et peut-être que ça peut expliquer que des fois tu en peux tellement plus qu'autant que tout brûle, peut être que c'est une rage qui a son sens aussi ?

Acab. – Ouais, peut-être, c'est peut-être arrivé pour des personnes mais nous, dans notre tête c'était ciblé.

– Pour vous il y avait bien cette conscience que derrière il y avait l'État ?

Acab. – Ouais.

– Et ça cette histoire des symboles, l'État tout ça, vous en parlez entre vous, dans le quartier ?

Acab. – Dans nos têtes on ne voyait pas l'intérêt de brûler les voitures de nos voisins alors qu'après ils allaient nous mettre ça sur le dos. Tandis que genre on fait ciblé, après les personnes elles ne peuvent pas dire qu'on fait n'importe quoi, ils peuvent le penser...

– On se demande de notre côté s'il n'y avait pas aussi eu des histoires de vengeance plus personnelles ?

Acab. – Je pense que s'il y en a qui ont voulu faire ça par vengeance, c'était soit contre des commères, soit contre des balances ou des fachos.

– En fait, comme dans toutes les périodes de troubles, ré-



volutionnaires ou quoi, il y a toujours des règlements de comptes, c'est aussi à une des choses que tu penses, ça peut être aussi l'occasion. C'est le moment de faire justice différemment.

(Rires.)

Acab. – ... Vaut mieux brûler la voiture que la personne...

(Rires.)

– *Maintenant qu'on a vu la cible, venons-en à l'action en elle-même.*

(Hésitation d'Acab...)

Acab. – Nous, ce qu'on voulait, c'est cramer les keufs ou leurs voitures. Tout ce qu'on pouvait. Donc, rien de tel que des bons vieux cocktails Molotov.

– *Pourquoi l'utilisation des molotovs plus que des armes à feu ?*

Acab. – Nous on a pas ça, et puis ceux qu'ont ça ils sont plus dans le délire bizness.

– *En fait, ce n'est pas la même population ?*

Acab. – Ouais, c'est pour ça qu'il y avait une tranche d'âge plus ou moins. Les plus grands ils font la thune et ils ne veulent pas se salir les mains et les petits ils brûlent tout.

– *Il n'y a pas eu de conflit avec les « grands » à ce moment-là ?*

Acab. – Ils s'en foutaient.

– *Et on a beaucoup entendu dire qu'il y avait des dealers ou des islamistes qui « travaillaient » pour pacifier les cités, toi tu as vu quelque chose ?*

Acab. – Dans le quartier Y on m'a dit qu'il y avait des gens des mosquées qui bougeaient, mais nous sur la route, on a vu plein de Rebeus, ils nous demandaient tous ce qu'on allait faire et ils nous disaient tous qu'il fallait aller brûler le commissariat.

– *Mais c'était qui, des darons ?*

Acab. – Ils devaient avoir entre 20 et 25 ans.

– *Ouais, donc encore des jeunes. Mais donc tu as pas vu des mecs des mosquées, des darons, dire qu'il fallait se calmer ou qu'il fallait y aller ?*

Acab. – Non.

– *Et alors c'est quoi cette histoire des grands frères ? Il y en a alors à Nantes ? Tu sais, il paraît même qu'il y en a qui sont payés par la mairie pour faire des trucs genre socio-éducatifs ?*

Acab. – Moi, j'ai rien vu. Je suis sûr que c'est à Paris, il y en a trois par quartier et ils médiatisent là-dessus.

– *Mais ce qu'ils font aussi, c'est que pour faire contrôleur ou flic municipal, ils embauchent des mecs des cités, non ?*

Acab. – Ouais, ils font ça, ils embauchent beaucoup de Rebeus chez les contrôleurs.

– *Et chez les flics ?*

Acab. – Moi, je n'ai pas vu, mais on m'a dit que dans le quartier il y avait une patrouille de la Bac qui circulait avec trois Marocains dedans.

– *Je voulais revenir sur un truc, l'utilisation de certaines armes a montré la séparation qu'il y a entre générations. Comment t'expliques qu'il n'y a pas eu de gens plus âgés*

que vous qui se sont lancés dans les émeutes ?

Acab. – Je n'en ai pas parlé avec les grands, je pense qu'eux ils n'y croyaient pas. Eux, ils étaient là : « Faites votre truc » et voilà.

– *T'as eu des discussions comme ça ?*

Acab. – Non, c'est ce que je pense.

– *Donc il n'y avait pas de présence religieuse, mais il n'y avait pas non plus de discussions politiques entre vous ?*

Acab. – Comment ça, des discussions politiques ?

– *Par exemple, des gens avec des discours : « Il faut y aller, il faut faire la révolution. »*

Acab. – Si chez les jeunes, les plus petits.

– *Ça parlait de révolutions, de révoltes ?*

Acab. – Ouais, ils se disaient qu'il faut que ça change, on se disait qu'il ne faut pas fermer sa gueule chaque fois qu'il se passe un truc. Et puis il y avait surtout une sorte de vengeance envers les flics.

– *Tu sais, il y a eu sur les émeutes des débats chez les révolutionnaires et les gens plus politisés, comme quoi, en 68, les personnes qui étaient dans la rue, au moins elles avaient des projets, des utopies, elles voulaient renverser le système pour mettre autre chose. Toi, par exemple, il y a des choses qui se disaient, genre, on passe à autre chose... ?*

Acab. – Ouais dans ma tête. Les autres, c'était faire changer les choses par rapport à la politique actuelle et... genre voilà. Tu travailles à 16 ans tu te fais payer comme de la merde, on te considère comme de la merde, tu te fais contrôler par les keufs, t'es une merde. Les jeunes, ils en ont ras le bol, genre tout le monde dit : « Il y a des jeux faits pour vous, pourquoi vous les cassez ? » Bah, parce qu'on nous a pas demandé pour les faire et ça nous plaît pas. Tout le temps ils disent : « On a fait ça pour vous » nanana... Faut pas se demander pourquoi il y a tant de monde dans les cages d'escaliers.

– *Toi, t'étais déjà politisé avant ces événements-là, et par exemple est ce que ça aurait pu sensibiliser d'autres personnes autour de toi que tu aies plus conscience de la capacité d'un mouvement à pouvoir changer les choses ?*

Acab. – Moi je pense que ça a été un rapport de force, un coup de pression, envers les flics, envers les politiciens et tout ça, même je suis sûr que Chirac depuis qu'il a été réélu c'est la chose qui l'a fait le plus flipper.

(Rires.)

– *C'est sûrement pas faux. C'est clair au moins depuis les attentats islamiques. Et tu crois pas que Sarko et sa bande ils ont dû flipper, moi ça me fait penser aux émeutes de Watts dans les années soixante, aux États-Unis, ils ont envoyé l'armée et ils ont tiré dans le tas et il y a eu je crois environ 30-40 morts et je pense que Sarko et sa bande se sont dit que s'il y a une balle qui part de chez eux, ça va être l'escalade, et toi qu'est ce que tu en penses ?*

Acab. – Moi je pense que s'il y avait eu plus de morts et tout, là, je pense que les grands ils auraient bougé, ils auraient pété les plombs, ils auraient sorti les fusils à pom-pes.

– *En fait, ils (Sarko...) ont bien géré le truc...*

Acab. – Mais ce qu'a dit Sarko, ça reste. Même j'en parlais avec un prof, il disait que le Kärcher il fallait le filer aux racailles pour nettoyer l'État...

(Rires.)

– Ça ne serait pas un prof d'extrême gauche, non ?

Acab. – Non, PS...

– Un mec du PS qui dit ça ? Des gens perdus... En fait toi tu penses que c'était quand même des réactions politiques même s'il n'y avait pas forcément de discours. Toi t'as vraiment senti cette volonté de changer, de peser dans le jeu politique même à un petit niveau, c'était quoi selon toi le ciment qui a uni les jeunes de toute la France derrière ces jeunes de Clichy morts et que du coup plein de jeunes se sont unis en définitive ?

Acab. – Ça revient toujours au même, les keufs quoi.

– Tu vois moi aussi j'ai la haine des keufs mais pour autant j'ai rien fait.

(Rires.)

Acab. – Tu dis ça, mais il y a des traces de voitures brûlées en bas de chez toi...

(Rires.)

– Mais cette unité-là elle s'est faite presque logiquement, ce qui veut dire qu'il y a une conscience qu'ils sont tous dans la merde et que finalement on est tous dans la même merde.

Acab. – Ouais, c'est ça. Mais c'est resté dans les quartiers, il n'y pas eu de rassemblement en ville. Moi je pense que le prochain rassemblement il y aura du monde.

– Tu veux dire quoi ? Des rassemblements en ville ?

Acab. – Ouais.

– Pour revenir à votre histoire, dans votre équipe ça s'est mal passé ?

Acab. – En fait on est trois à s'être fait serrer, deux à s'être fait interpellé et un qui a réussi à les esquiver. L'autre qui était avec moi il n'a pas cherché à comprendre les risques et il a tout poukave⁵. Après dans son quartier, ils disaient qu'il avait eu raison de balancer des Français.

– Ah, il y a des choses comme ça qui ont circulé ? Et comment tu l'as su ça ?

Acab. – Par des potes qui connaissent des gens de ce quartier.

– C'est un pote, tu fais des actions, et tout d'un coup il te balance mais comment ça s'est passé ?

Acab. – Quand on s'est fait interpellé, on avait rien sur nous, les keufs savaient pas ce qui s'était passé, ils savaient rien de ce que l'on avait fait. Et moi j'ai sorti une excuse bidon pour que mon pote l'entende. Et il a entendu. Mais lui, il a dit où les preuves étaient cachées et il a aussi donné le nom du troisième qui s'était barré. Il s'est mis dans la merde tout seul.

– T'expliques ça comment ?

Acab. – Je l'ai vu au poste, il n'avait aucune trace de coup

ni rien. Je pense, il a flippé. Même moi, les keufs dans la voiture, ils me mettaient la pression, ils nous disaient qu'ils allaient nous mettre des trucs sur la gueule qu'on avait pas fait... et tout ça. Et moi je pensais pas que l'autre allait ouvrir sa gueule, j'en avais rien à foutre, je les ai envoyés chier. Puis après, ils mettaient genre la pression avec les empreintes, les petits trucs habituels.

– Mais alors sur l'action comment ça s'est passé ?

Acab. – Au début, on voulait faire un truc médiatisé : le tram. Puis du coup on attendait que le reste de ceux qu'on avait appelés débarque, mais en fait y a personne qui est venu. Du coup on a traîné avec des potes du quartier, on a picolé et après on a commencé à s'en prendre au tram. On a appris à faire des cocktails sur le tas, avec ce que l'on avait sous la main, essence, white-spirit... mais c'est pas bon le white...

(Rires.)

– Donc après vous avez attaqué le tram, mais il y avait du monde dedans ?

Acab. – Non, c'était le hors-service.

– Et alors, il a pris feu ?

Acab. – Le toit un peu, mais en fait on a pensé après qu'on aurait dû péter les vitres avant. Comme ça il aurait bien pris, parce que vu que les surfaces sont lisses et tout, ça n'a pas pris. Il y avait un truc que j'ai trouvé marrant, genre sur les rails ça brûlait, et t'avais un autre tram qu'arrivait, il était obligé d'attendre que ça

s'éteigne.

– Mais vous étiez où ? Cachés derrière des fourrés ?

Acab. – Ouais, on a dû rester pendant au moins deux heures au même endroit, à picoler. En fait, à un moment, on a plus d'essence ni rien, moi j'ai été en chercher avec un pote, puis genre on revient, je commence à cacher l'essence et là il y a un pote qui me dit que les flics viennent d'arriver. Je fais : « Quoi ? », et le pote me dit qu'ils viennent juste de se faire contrôler par la Bac et qu'ils se sont même pas aperçus que le tram il brûlait.

– Et après, qu'est-ce qui s'est passé ?

Acab. – Après on a continué le tram. Il restait de quoi faire un cocktail chacun.

– Et vous avez relancé sur le même tram ?

Acab. – Non, pas sur le même, sur d'autres. On en a fait quatre, cinq.

– Et après ?

Acab. – On a continué à picoler et on a décidé d'aller faire un tour dans le quartier...

(Hésitation d'Acab.)

... en fait, on a vu les gyrophares, les CRS rentraient dans le quartier. Du coup, nous, on a voulu aller sur les places principales. Sur la route, ça sentait la lacrymo et tout ça et après on a marché et on voyait rien. Ensuite on a voulu se taper une voiture de keufs. On a dû faire deux, trois

L'apprentissage du langage

Lu dans la presse, ce témoignage d'une employée de banque à la suite d'un braquage parisien : « Quand ils ont crié "v'là les cognes", au moins j'ai appris un mot. Je ne savais pas que ça voulait dire les policiers. »

(Libération, 6 janvier 2006.)

kilomètres avec les cocktails à la main. Sur la route, on attendait d'en voir une. Et il y a rien qui est passé. Après, on a croisé des grands. Ils nous ont dit : « Vous faites quoi ? » et on a dit : « Rien, un barbecue. » Et eux, ils étaient là : « Ouais, il faut brûler le commissariat. » Ça nous a fait halluciner. Et ils faisaient aussi des blagues, genre : « Ouais, on est de la Bac ! » Et nous trois on commence à tendre les bras avec les cocktails. Et eux, ils étaient là : « Ouais on rigole, on rigole... » Après, on a voulu aller dans un coin du quartier qui était chaud, puis surprise ! On a vu les keufs arriver. En fait, on a été surpris, on ne s'attendait pas à les voir là et maintenant, et on avait qu'un briquet pour trois aussi...

– *Du coup, vous avez fait quoi des cocktails ?*

Acab. – Moi je l'ai pété en courant, parce que les keufs commençaient à nous courser, les potes les ont jetés dans une fosse. Puis après il y a eu une petite course-poursuite. Après on s'est fait interpellé.

– *Et ça a été chaud l'interpellation ?*

Acab. – Quand ils nous ont arrêtés sur le coup, c'était main sur le capot et après au poste, c'était galère...

– *C'est-à-dire ?*

Acab. – Des réflexions. Genre, ils me parlaient, et moi je leur dis : « Moi, je parle pas à des fachos » et eux, ils disaient « Ouais, faut pas s'étonner, il y a que des Arabes qui brûlent des voitures de Blancs... » Des truc comme ça. Et genre moi je leur dis : « Mais moi je suis Français, j'ai même pas d'origine ! » Et eux, ils étaient là : « Ouais c'est pareil t'es un Arabe ! ».

(Rires)

– *Il y a eu des coups, non ?*

Acab. – Ouais. En fait, j'ouvrais trop ma gueule, je les insultais de tous les noms et après ils m'ont mis en cellule pendant cinq minutes et après j'ai rien compris, ils m'ont remis les menottes, ils m'ont mis dans un Scénic. Puis je me suis retrouvé dans un petit commissariat et j'étais tout seul en garde à vue. Dans toutes les cellules il n'y avait personne d'autres que moi. Et genre, j'avais réussi à garder une clope dans mon caleçon et je la jette sous une couverture et là, j'ai rien compris, un keuf est venu est m'a mis une baffe dans la gueule, j'ai rien compris. Après il est parti et j'ai fait un doigt à la caméra et j'ai pas vu comment ils sont arrivés, j'étais encore sonné de la première baffe et après ils m'ont mis par terre et il était là : « Tu vas arrêter, tu vas arrêter ! » et j'ai senti une santiag, il y en avait un qui me maîtrisait et un autre qui en rajoutait...

– *Et il t'a mis un coup de...*

Acab. – Non, il m'a mis la santiag sur le front. Après je me suis endormi.

– *Combien d'heures de garde à vue ?*

Acab. – 38 heures.

– *Et donc il y en a un qui a balancé...*

Acab. – Ouais. Moi, je niais tout. Mais une flic m'a dit : « Tu veux lire la déposition de ton pote ? » Et en fait, il a tout dit. Et je me suis dit : « Je me suis fait péter, trop tard... »

– *En fait, lui, il vous a tout remis sur le dos ?*

Acab. – Ouais. Il a dit qu'il avait rien fait, qu'il ne savait pas qu'on avait des cocktails, qu'il nous avait juste suivis. Mais il s'est mangé beaucoup plus que nous, il a eu plusieurs mois fermes. Il était majeur et il jouait trop le caïd, il avait déjà des procès où il risquait de la prison et il n'y était pas allé.

– *Et toi et ton pote, vous avez pris quoi ?*

Acab. – Mon pote, il a été mis en foyer mais moi j'y ai échappé, ils voulaient m'y mettre mais j'ai dit qu'il fallait que j'aide ma mère. En plus, on a eu X heures de TIG, et liberté surveillée jusqu'à nos 18 ans.

– *On se demandait si t'avais vu des nanas dans les actions ?*

Acab. – Non. Il y a les grands frères et tout...

– *Il n'a pas manqué de nanas dans toute cette histoire ?*

Acab. – Si, ça aurait été bien, ça aurait sûrement été vu différemment.

– *Mais t'as pas eu de retour de nanas, voir ce qu'elles en pensaient ?*

Acab. – Il y en a une qui m'a pris la tête parce que j'ai dit « que brûler des entreprises, moi ça me dérangerait pas, que si on brûle ma boîte, j'aurais après le chômage technique et je gagnerai des sous à rien faire ». On s'est engueulés là-dessus et elle m'a dit qu'il y avait d'autres moyens de se faire entendre, nanana...

– *Il n'y en pas qui se sont montrées plus solidaires ?*

Acab. – Tu sais, les quelques avec qui j'ai parlé, elles font : « Je comprends mais c'est pas la meilleure façon, nanana... »

– *Dans les journaux c'était unanime, la révolte des banlieues était « no future » et elle n'avait aucune perspective, mais toi qu'est-ce que tu en penses ?*

Acab. – Le but, c'était de changer les choses, mais là c'était juste de montrer à l'État que c'est pas eux qui ont la plus grande gueule et que c'est pas eux qui décident, quoi. C'est aussi de faire entendre les quartiers au gouvernement. Ça les a fait parler au moins, je dis pas qu'ils vont faire des choses...

– *À la fois, on ne peut pas parler d'actes de désespoir, le mot est fort mais... ?*

Acab. – Non, il y a encore de l'espoir.

PROPOS RECUEILLIS PAR
BOBY ET LES COSAQUES ■

Nantes, le 13 décembre 2005

NOTES :

1 – Agent de la Bac (brigade anticriminalité).

2 – Membre âgé de la Bac.

3 – Dans le cas présent, terme générique servant à désigner ceux qui n'ont pas le même look que les jeunes vivant dans les citées.

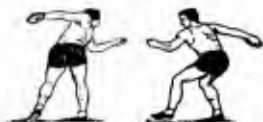
4 – Mot japonais désignant un type de matraque qu'utilise la police.

5 – Argot, balance, personne qui dénonce à la police.

LEXIQUE



ADOLESCENT. – Désignait autrefois un jeune adulte. Ne s'applique plus aujourd'hui que pour désigner une catégorie particulière de consommateur ou pour qualifier de prétendus troubles du comportement (ex.: problème d'adolescence). Par contre ce terme ne s'emploie jamais pendant une période de troubles sociaux; il faut alors parler de mineur, de délinquant, de racaille, voire de jeune.



ANPE. – « Temps de prospérité. Temps ancestraux. Les bureaux de l'ANPE n'étaient alors qu'une modeste baraque un peu branlante, posée au fond d'un terrain vague et boueux. Administration en marge, cachée et ignorée de beaucoup. Son temps de prospérité viendrait, à elle aussi.

La voilà devenue belle et accueillante, moderne et lumineuse... et vite débordée, inadaptée, muée en temple des perdus qui viennent y chercher l'espoir, s'y recueillir timidement, honteusement, toujours plus nombreux. Ah! La procession du lundi matin, la tête basse, le rituel des petites annonces et le sourire du conseiller qui fait ce qu'il peut pour avoir l'air utile. » ZUP! Fred Morisse.



APPÉTIT. – « J'ai besoin que vous ayez faim. Si vous n'avez pas bon appétit, faites autre chose! » Déclaration de Sarkozy aux GIR (groupements d'intervention régionaux, police-gendarmerie), le 19 octobre 2005, une semaine avant les émeutes.



COLONISATION. – « La Paix sociale est une question de débouchés »

« La colonisation est fille de la politique industrielle. [...] L'exportation est un facteur essentiel de la prospérité publique et le champ d'emploi des capitaux, comme la demande du travail, se mesure à l'étendue du marché étranger. »

« L'Europe peut être considérée aujourd'hui comme une maison de commerce qui voit décroître son chiffre d'affaires. La consommation européenne est saturée; il faut faire surgir de nouvelles couches de consommateurs. » « Les races supérieures ont le devoir de civiliser les races inférieures. » Jules Ferry, 1885.

« Ya des types qui sont fiers d'être Français!... Quand je vois les crimes que, nous, le populo de France, nous laissons commettre par la sale bande de capitalistes et de gouvernants qui nous grugent... Au Tonkin, par exemple, dans ce bon dieu de pays qu'on fume avec les carcasses de nos pauvres troubades, il se passe des atrocités. Chacun sait que les Français sont allés là-bas pour civiliser les Tonkinois: les pauvres types se seraient bougrement

passés de notre visite... Sales républicains de pacotille, infâmes richards, journaliers putassiers, vous qui rongez le populo plus que la vermine et l'abrutissez avec vos mensonges, venez donc encore nous débiter vos ritournelles sur votre esprit d'humanité... Je vous ai vus, il y a dix-huit ans, votre gueule n'a pas changé: vous êtes restés Versaillais ! La férocité de chats tigres que vous avez foutue à martyriser les Communeux, vous l'employez maintenant à faire des mistoufles aux Tonkinois. »

Le Père Peinard, 12 janvier 1890.



DÉFENSE DES ANIMAUX. – « Compte-tenu d'un certain nombre d'individus que nous avons face à nous et leur pedigree judiciaire, le mot racaille est sans doute un peu faible » Déclaration de Sarkozy du 19 novembre 2005.



ÉCONOMIE PARALLÈLE.

« Il était qui, quoi, à courir comme ça ?

Un pauvre gars, paumé parmi les perdus sur l'échelle de l'échec.

Un consommateur de dope, un merdeux, un petit dealer. « Quoi, un dealer ? Plus que ça, me diront certains, il était de tous ceux-là qui contribuent au développement d'une économie parallèle !... » Et mon cul ! Vous n'avez pas honte ? Mais qui eut un jour le génie de pondre cette formulation ? Économie parallèle ! Et reprise en chœur par nos désinformateurs patentés ! Et leur sens de la formule à deux balles. Explique-la donc ! Ton économie parallèle n'est rien d'autre que la conséquence de ton économie officielle, celle qui fait et défait le monde. C'est elle qu'il faut montrer du doigt, d'un gros majeur.

Économie parallèle... Ce n'est rien que de la débrouille plus ou moins dangereuse, de la récup' de pauvres, une bouffée d'oxygène en dehors de la merde, dans laquelle on finit toujours par s'asphyxier, un succédané d'espoir, la folie du rêve inaccessible. Vous reprochez aux crevards de rêver ? Alors ne leur suggérez pas le rêve, n'excitez pas leurs envies. Parler d'économie parallèle, c'est une lâche pirouette pour ne pas parler d'un monde parallèle. D'un monde oublié, que l'on ne veut surtout pas voir, mais qui est là, bien là, comme un chancre qui n'en finit plus de croître en tous sens. Oui, sur cette lointaine parallèle, certains refusent leur vie de chien, se battent pour s'en extraire, mais toujours y retombent, violemment. Les parallèles, c'est bien connu, ne se rejoignent jamais, alors tous les moyens sont bons pour passer de celle qui se vautre dans le caniveau à l'autre, là-haut perchée. Économie parallèle... C'est la triste imitation d'un monde qui jamais ne sera sien. C'est refuser le sort promis. » ZUP ! Fred Morisse.



ÉCONOMIE PARALLÈLE (BIS).

Comme toute verticale, elle rejoint sa parallèle au centre de la Terre.



ENFANCE. – Pendant quelques millénaires, les hommes ont naïvement élevé les enfants avec pragmatisme et même, parfois, avec affection. Ils ne s'étaient pas rendus compte des désordres que de tels comportements impliquaient, ni de leur coût social. La science, efficacement relayée par la police de la pensée, donne enfin les moyens de mettre un terme à ces pratiques. La génétique nous permet de voir enfin l'entrée du tunnel. Le gène de la délinquance est repéré ; les pouvoirs publics pourront démon-

trer à la fois leur sens civique et leur aptitude à la gestion, en mettant en place rapidement, les tests de dépistage nécessaires et la prise en charge adaptée des enfants dont l'aptitude à la violence aura été certifiée conforme. D'après un récent rapport parlementaire, un dépistage efficace n'est aujourd'hui possible qu'aux environs de la troisième année de vie des nouveaux arrivants. Mais la première impulsion est donnée et nous pouvons déjà rêver du dépistage par échographie. Reste à trouver le gène qui prédispose à l'ennui à l'école pour que les enseignants soient bien gardés.



ESSENCE – EXISTENCE.

« On n'est pas des racailles mais des êtres humains. On existe. La preuve, les voitures brûlent. » Tedji, 18 ans, Clichy-sous-Bois, Le Monde du 4 novembre 2005.



ÉTAT DE DROIT. – « Interrogé sur les récentes critiques de la chancelière allemande, Angela Merkel, concernant la guerre en Tchétchénie, ainsi que sur les remarques de la secrétaire d'État américaine, Condoleezza Rice, mettant en doute la conformité de l'évolution de la Russie avec les normes démocratiques du G8, M. Douste-Blazy a répondu qu'il fallait "se garder de faire des leçons de morale faciles" à la Russie. "Nos amis russes sont dans un processus de transition", a-t-il dit, ajoutant que, "s'il y a un ordre à faire respecter, il faut le faire dans un état de droit." M. Lavrov [le ministre russe des Affaires étrangères] a tranquillement répliqué en mettant en parallèle les "efforts des dirigeants russes pour la normalisation de la situation en Tchétchénie" et la crise des banlieues

en France. Il a affirmé que la Russie s'était inquiétée des "incendies de voitures" en France, et qu'elle se réjouissait que "le calme" soit revenu. » *Le Monde* du 21 janvier 2006.



FLAMME. – « Il aura fallu que brûlent en une seule nuit 1 500 voitures, puis, en ordre décroissant, 900, 500, 200, jusqu'à se rapprocher de la « normale » quotidienne pour qu'on s'aperçoive que chaque nuit 90 voitures en moyenne brûlaient dans notre douce France. Une sorte de flamme perpétuelle, comme celle de l'Arc de triomphe, brûlant en hommage à l'immigré inconnu. » Jean Baudrillard, « Nique ta mère! », *Libération* du 18 novembre 2005.



FRANCE. – « Manifestement, si les criminels et les voyous n'aiment guère notre politique de sécurité, les Français la soutiennent. » Sarkozy, *Le Monde* du 6 novembre 2005.

FRANCE (BIS). – « Voilà la France qui fronçe les sourcils rien qu'à nous voir devant notre propre domicile. » Extrait de l'album *Que d'la haine 3*, Anfalsh, 2005.



GARDE-À-VUE. – « Longtemps, j'ai été en garde à vue de bonne heure. » À la recherche du temps perdu, un zek de cité.

GUERRE. – « L'avenir de la guerre se trouve dans les rues, les égouts, les gratte-ciel, et les blocs anarchiques de maisons qui forment les villes brisées

du monde. » Citée dans *La fête est finie*, sur le projet urbanistique Lille 2004.



IDENTITÉ. – Toujours à contrôler.

IMMIGRÉ. – « Après avoir contribué à la croissance de l'après-guerre, les travailleurs immigrés ont été les premiers à être licenciés. Au milieu des années soixante-dix, un tiers des immigrés employés dans la production avait perdu leur travail.

» Dès 1990, c'est parmi les travailleurs immigrés que le chômage et la précarité augmentent le plus. Marginalisés, ils ne sont plus visibles socialement comme travailleurs-immigrés mais comme immigrés-chômeurs.

» Au départ les immigrés résident dans les quartiers ouvriers parce qu'ils sont ouvriers et non parce qu'il s'agissait de ghettos. Puis l'échec scolaire et la discrimination des enfants sont venus s'ajouter à l'exclusion des parents. Les quartiers ouvriers sont devenus des quartiers pauvres, puis des "quartiers immigrés".

» La figure du travailleur immigré est devenue celle de l'immigré, désormais associée à celle du chômeur à vie et de l'exclu. Dans un premier temps, la question de la crise a été masquée par la question de l'immigration, puis de la "jeunesse immigrée". Renouveau sous des oripeaux racistes du vieux spectre de la classe dangereuse.

» Par une succession d'identifications réductrices : de travailleur immigré à immigré, d'immigré à étranger, d'étranger à délinquant, le problème réel de la violence sociale engendrée par la crise économique est déformé et transformé en discours politique sécuritaire.

» Réduire la question sociale à la question sécuritaire justifie de ne plus gérer l'exclusion des travailleurs immigrés par le social mais par le répressif. Parallèlement, les nouvelles conditions d'exploitation entraînent

des modifications des fonctions de l'état lui-même, de l'état social vers l'état pénal.

» Là où le passé colonial marque toujours la mentalité sociale – comme c'est le cas en France – la violence de l'état est d'autant plus justifiée que la criminalisation des pauvres est assimilée au rejet xénophobe.

» La criminalisation des pauvres cache la constitution d'une nouvelle immigration ouvrière, vivant à l'intérieur de la société dans une situation d'apartheid social, hors du droit bourgeois. Flexible à l'extrême, expulsable à merci selon les besoins de la production.

» Ainsi, l'ancien travailleur immigré n'est plus travailleur. Lui et ses enfants constituent le noyau de la surpopulation prolétarienne devenue un sujet d'insécurité. Et le nouveau travailleur immigré est un clandestin. » Extraits des « Forteresses fragiles », *Oiseau-tempête*, n° 10 (2003).



IMMIGRÉ (BIS). – « Depuis le pacte Staline-Laval de 1935, le PCF se déchaine dans la défense des intérêts nationaux et le chauvinisme patriotique. "La sécurité du peuple de France" doit primer sur les luttes. D'où l'appel de Thorez du 11 juin 1936, "il faut savoir terminer une grève", devenu un classique du genre. Dans les entreprises, on fait la chasse aux trotskistes et anarchistes, lesquels sont, pour la cause, assimilés aux "fascistes", ennemis de la patrie. Mais il y a aussi la question des "étrangers".

[...] L'antifascisme dans sa version bureaucratique-bourgeoise devient la justification idéologique de la répression du mouvement des occupations par les organisations ouvrières elles-mêmes (PC, SFIO, syndicats).

Un amalgame est fait entre les éléments étrangers aux syndicats et les étrangers qui travaillent en France. L'étranger devient le bouc émissaire.

C'est le motif d'intrusion d'éléments étrangers aux syndicats qui est le pré-texte au gouvernement pour prendre ses premières mesures d'ordre: "Il est vrai, déclare le socialiste Blum, qu'on a le sentiment de groupements suspects et étrangers à l'organisation syndicale." Le 4 juillet, le gouvernement publie une circulaire aux préfets: "La France entend rester fidèle à sa tradition de terre d'asile. Il ne serait pas cependant admissible que des étrangers puissent sur notre territoire prendre part de manière active aux discussions de politique intérieure (entendre les occupations d'usines) et provoquer des troubles et du désordre."

À la fin du mois de juin, le mouvement est quasiment terminé dans les villes, mais il se prolonge dans les campagnes où des grèves d'ouvriers agricoles éclatent dès la mi-juin en Ile-de-France: la répression attire l'attention sur le rôle de la main-d'œuvre étrangère dans cette agitation. Les grévistes et les manifestants sont accusés de porter atteinte à la Nation, d'être la main de l'étranger. Une accusation qui ne vient pas seulement de l'extrême droite, mais désormais aussi du gouvernement du Front Populaire et des organisations du mouvement ouvrier. » Extrait de "juin 1936, l'envers du décor", Barthélémy Schwartz, Oiseau-tempête, n° 2, 1997.



INTÉGRATION. – « Mais qu'est-ce qu'on attend pour foutre le feu? Mais qu'est-ce qu'on attend pour ne plus suivre les règles du jeu? » NTM, Paris sous les bombes, 1995.

Le 20 décembre 2005, des associations et des personnalités participaient à un débat à Clichy-sous-Bois pour « inciter les jeunes à voter ».

« Boris, jeune Clichois coiffé d'un bonnet, tend cette embuscade au rappeur Joey Starr [ex-membre du groupe NTM]: "Vous voulez qu'on pren-

ne des cartes électorales. Pour voter pour qui? Qui nous représente? J'en ai pas vu un seul d'entre vous pendant les émeutes. Pourquoi? Vous avez du temps maintenant?" Joey Starr: "Toutes ces choses qu'on fait, faut pas nous les jeter à la gueule". Boris encore: "Cela fait des années que vous êtes là, des années que vous ne nous représentez pas." Boris exécute un dernier crochet, sous les applaudissements de la salle, avant d'être emporté par le service d'ordre: "Moi je ne vais pas chez toi sans raison pour me faire ma pub." » Libération, 21 décembre 2005.

« Émanant d'un grand gaillard, la première question de la salle fut un solide enchaînement. "1. Vous voulez qu'on ait notre carte, mais pour voter pour qui? 2 - Pourquoi vous êtes là, alors qu'avant, vous n'aviez pas le temps?" Même assagi, le modérateur Joey Starr n'est pas du genre à encaisser sans broncher. La réplique a fusé: "On ne va pas se dire qu'on n'était pas là hier. On est là aujourd'hui. Tu me demandes pour qui voter? Je ne vais quand même pas te mettre la cuillère dans la bouche, on te l'a fait souvent." Le jeune: "Tu m'insultes!" Le rappeur: "Si c'est pour foutre la merde." Le jeune: "Moi, je ne vais pas dans ta ville pour dire que je veux éveiller les consciences! À Clichy les gens ne sont pas des cons!" Le Monde, 22 décembre 2005.



LYCÉENS. – Sur l'argument comme quoi ce sont les mêmes jeunes qui ont attaqué dans la rue les lycéens lors du dernier mouvement lycéen: ce sont peut-être les mêmes et pas les mêmes. Et si ce sont les mêmes, ils sont différents aujourd'hui.

PEUR. – « L'autre jour, quelqu'un est arrivé en courant dans la cité, eh bien, tout le monde est parti dans tous les sens », Joe, 16 ans, Clichy, Le Monde du 8 décembre 2005.



RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX. En temps normal (lorsqu'il ne brûle qu'une petite centaine de voitures par nuit), consacrent leur activité à comptabiliser les actes de délinquance les plus anodins, symptômes d'une intégration future dans le monde mystérieux de l'économie parallèle ou, si le sujet n'est pas cerné à temps, dans celui du grand banditisme. Le reste du temps, peaufinent des rapports confidentiels, immédiatement publiés dans tous les journaux, dont le contenu contredit entièrement les fondements théoriques de leurs activités récentes.

Nota: de même que depuis la première guerre du Golfe chaque radio et chaque chaîne de télé ont leur général à la retraite comme commentateur et conseiller technique, un ancien directeur des RG peut remplir aujourd'hui le même rôle par temps d'émeute.



RE:R. – Ne va jamais jusqu'à la mer.

SÉPARATION. – C'est la règle.



URBANISME. – « Anticipation. Le temps était à la prospérité, donc.

C'est pourquoi nous étions là. Il y avait des richesses à produire, des riches à enrichir, et, là-dessus, de quoi grappiller pour une vie décente.*

La zone industrielle attendait, la gueule grande ouverte, les nouveaux venus en ces lieux enchantés. Tous ces immeubles flambant neufs, ces appartements accueillants, il fallait les mériter, justifier la prétention de goûter à leur luxe. Ils n'étaient pas là par

hasard. Ils étaient l'inépuisable réservoir de forces, de bras, de vies, dont l'usine avait besoin. [...]

Si l'on positionne l'ouest en bas, on trouve donc la vieille ville, plus loin à droite, un gros quartier éloigné de tout, juste en face, un peu plus haut, notre ZUP, coïncée entre le canal et la RN3. Et de l'autre côté, à gauche, la zone industrielle.

Voilà, c'est clair. La cartographie peut parler à la place des sociologues. Elle est sans détour : vous êtes là pour bosser ! Vous pourrez même y aller à pied !

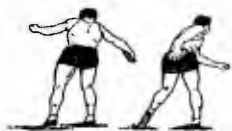
Le quartier naissait du besoin de main-d'œuvre. Il mourrait du principe contraire.

C'était bien foutu quand même. Une sorte de Club Med du labeur. À peine débarqués, les bagages ouverts, les meubles installés : au turbin ! On éduquera aussi vos enfants, c'est prévu. Ils pourront prendre votre suite, le temps venu, plus qualifiés et plus productifs sans doute. On posera des écoles de-ci de-là pour vos lardons, votre nombreuse marmaille.

Quant à ceux qui ne parlent pas bien le français, ou pas un mot, on fera de vos progénitures de vrais petits citoyens maîtrisant parfaitement leur nouvelle langue. Allez, maintenant, au turbin les amis !

La vie serait ainsi rythmée par l'usine, qu'il fallait encore trouver dans ce dédale de rues, d'allées qui se perdaient dans cette immense zone industrielle. Elle semblait n'avoir pas de limites, s'accroissait toujours, était même passée par-dessus la ligne de chemin de fer et s'élançait vers la campagne, la grignotant lentement. Éden de l'ouvrier, jardin fleuri de machines.

Vu du ciel, on pouvait presque voir des petites silhouettes bleues faire un bref aller-retour par-delà la RN3 pour aller se remplir l'estomac, et repartir quand sonneraient les affreuses sirènes, hurlant leur ordre de ralliement. Et puis s'en revenir le soir, le pas plus lourd, l'allure moins vive. » ZUP ! Fred Morisse.



URBANISME (BIS). – « 15 heures était l'heure fatidique. Une barre en moins, une ! Quelques-unes étaient déjà tombées, les autres suivraient bientôt, puis viendrait l'heure des tours de vingt-quatre étages dont l'équilibre, sur ces anciens terrains marécageux, m'avait toujours paru miraculeux. Tout un peuple attendait, le peuple du béton, qu'on tue le béton. Si certains étaient indifférents, semblaient s'être arrêtés par hasard, au détour de leur chemin, beaucoup laissaient transparaître une fébrilité certaine, une émotion forte, palpable. L'inquiétude, l'angoisse, gagnaient les plus émotifs, comme à l'annonce d'une mort prochaine et inéluctable. D'autres ne pouvaient masquer la tristesse profonde qui marquait leurs regards. [...]

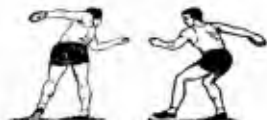
Et pourtant, ceux qui étaient arrivés ici les premiers avaient découvert un confort nouveau pour eux, débarqués du bled, de petites villes crasseuses de province. Et combien plus heureux encore ceux qui avaient connu les bidonvilles, Nanterre, Champigny. Quelle promotion ! Le chauffage, l'eau à domicile, et chaude, l'électricité, des prises dans toutes les pièces. C'était presque l'embourgeoisement. Tout était parfait dans le meilleur des mondes. Enfin une vie décente, digne, un havre de paix où se reposer, prospérer, s'épanouir ; les pères de famille y répareraient leurs forces et retourneraient chaque jour s'abrutir à l'usine, avec la promesse du foyer retrouvé le soir. Certes, les murs n'étaient pas très épais, on savait quand le voisin allait aux toilettes, faisait un nouveau petit à sa femme, mais c'était toujours mieux qu'un assemblage incertain de planches et de tôles. Et puis, la promiscuité, ils n'avaient connu que ça. Là, elle serait moindre. Chacun chez soi, avec les bruits venus du dessus, du dessous, d'à côté, qui ne cesseraient de vous rappeler que vous n'êtes pas isolés en un monde nouveau.

Ce n'était pas le but recherché par les grands manitous du béton, mais la vie, pareille à la ronce sauvage, prit mille chemins, mille formes, et s'imposa à ces hideurs d'architecture. N'avez-vous jamais vu un frêle brin d'herbe pousser, se faufiler et s'extraire du bitume, victorieux et fier ? Là, c'était pareil. Ronces sauvages, brins d'herbe, ou cactus trônant dans le désert.

Une vie de village vertical, bruyante, odorante, bouillonnante. Et comme partout ailleurs, des histoires à la pelle, gaies, tristes, terribles, improbables ; des amitiés naissantes, mourantes, se trahissant, renaissant ; des idylles tendres, violentes, sans passion, acceptées, résignées ; des vies nouvelles et vagissantes, nées du béton, marquées de son sceau. Ethnologues, anthropologues, vite ! Voici un être nouveau. Dépêchez-vous, l'espace sera éphémère ! Né du béton et de l'amour, à profusion, même quand ça tapait fort. Le bonheur fragile, le bonheur en dépit de la merde, des fins de mois aux pâtes et aux pommes de terre, le bonheur toujours menacé, qu'il semblait falloir toujours mériter, qui souvent volait en éclats, qu'on rassemblait tant bien que mal jusqu'aux prochaines fissures. [...]

Le compte à rebours jaillit des haut-parleurs, grésillant, difficilement audibles. Mais, à zéro, il ne se passa rien. Silence. Chacun posait un regard interrogateur sur son voisin, espérait une explication à cette farce. Et soudain le sol vibra sous nos pieds. En face, l'immense barre s'écroula sur elle-même, sans résistance, comme si elle avait abdiqué depuis longtemps, acceptant son sort. Il s'écoula à peine cinq secondes avant que toute cette masse ne s'affaissât. Le bruit que nous avions tous craint terrible, assourdissant, fut quelconque ; la détonation des explosifs, à peine perceptible. Nous nous étions attendus au tonnerre, aux bruits rugissants des catastrophes, et seul résonna un bruit sourd, pas à la hauteur de l'événement. La barre était morte en silence, dignement, sans un cri. Les cris résonnèrent

ici, sur la berge d'en face. Les émotions se libéraient. Des larmes coulaient, les souvenirs surgissaient, bons et mauvais étaient regrettés. Une page se tournait, une page d'histoires, innombrables, se fermait violemment. » ZUP! Fred Morisse.



ZUP, ZEP, ZAC... – La Zone!

ELISABETH CARON
DAVID COUSTAURY
HÉLÈNE FLEURY
GILLES HOUSSARD ■

Une lecture de circonstance

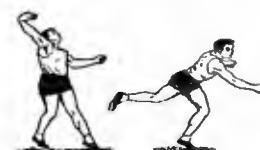
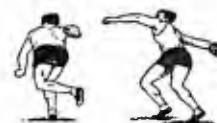
Fred Morisse,
ZUP! Petites histoires des grands ensembles,
L'Insomniaque, 2005.

Quand la poésie soulève le béton, explose la matière morte des sentences sociologiques, urbanistiques... Fred Morisse nous donne l'image retournée d'un monde en proie aux « délires » médiatico-paranoïaques entretenus par les servants de l'économie politique... Les textes des rubriques ANPE, ÉCONOMIE PARALLÈLE, URBANISME, URBANISME (BIS) du Lexique sont tirés de ce beau livre.

H. F. ■



elle a vu naître le socialisme français



NACH BERLIN...

LES RÉVOLTES dans les banlieues ont, partout, avivé la rage de celles et ceux qui ont aujourd'hui plus de questions que de réponses sur le devenir de la société.

À Berlin, le groupe « Freundinnen und Freunde der Klassenlosen Gesellschaft » (« Les amis et les amies de la société sans classe » ¹) est une petite collectivité de personnes aux sensibilités proches de celles d'OT. Dans un tract appelant à une réunion débat, le 22 janvier 2006, au Mehringhof, ils ont formulé ces quelques questions :

« 1. Pour tous ceux qui s'inscrivent dans la perspective d'une émancipation sociale et qui savent que celle-ci ne peut être que le résultat des luttes provenant des conditions de vie existantes, la révolte en France pose quelques questions fondamentales.

2. La révolte est-elle un rejet des relations capitalistes ou est-elle le reflet de la barbarie croissante d'un capitalisme global ?

3. Quels sont les aspects émancipateurs et quelles en sont les limites ?

4. Faut-il s'attendre à l'apparition de mouvements semblables dans d'autres pays ?

5. Y a-t-il des formes de lutte et d'organisation spécifiques à certaines couches du prolétariat qui renforceraient des séparations entre les salariés prétendument disant stables, les précaires, les chômeurs et les exclus ?

6. Comment pourraient s'articuler ces divers mouvements dans une critique pratique du capital ?

7. Jusqu'à quel point les mouvements sociaux qui ne surgissent pas directement du processus de production peuvent-ils contribuer à transformer les rapports de production ? »

Sans avoir la prétention d'apporter des réponses à des questions aussi vastes, revendiquant une compréhension subjective des émeutes de novembre 2005, deux membres du collectif d'OT ont profité de l'occasion pour se rendre à Berlin. Dans l'exposé bref des faits, il fut tout d'abord précisé que nous ne représentions que nous-mêmes, que nous n'étions pas des spécialistes de quoi que ce soit. Une question ne cessa de parsemer les propos, pourquoi le milieu dont nous faisons partie – et qu'on pourrait rapidement qualifier de « libertaire » – si trouva si séparé des insurgés des banlieues ? Pourquoi, en somme, ce milieu, qui se positionne contre toutes formes d'oppression, ne fut pas directement lié avec ceux qui justement s'insurgeaient contre l'oppression ? Le refus d'une vie de misère et de répression constante ne nous concerne-t-il pas ? Ne faudrait-il pas considérer combien le travail salarié, au sens traditionnel, reste une question abstraite pour ces jeunes, tellement le travail auquel ils ont éventuellement accès est une condition instable et précaire ? Le concret de leur quotidien étant justement la misère de la vie, la répression quotidienne de l'État et de ses diverses administrations, de la police à l'école, en passant par les services sociaux et les transports. Mais, peut-être, nos attentes vis-à-vis de ces révoltés créent-elles, elles aussi, de la séparation ? N'attendons-nous pas des réponses à des questions qui sont les nôtres plutôt que celles des émeutiers ? Ne sommes-nous pas en attente d'une forme d'expression qui nous est propre ? Passant à côté de formes d'expression plus sensibles, telle la construction d'un langage codé, de la parole du rap ² ? Formes qui ne se retrouvent pas dans l'expression écrite.

Certaines de ces questions furent reprises par la salle. Des intervenant(e)s ont aussi abordé la dimension raciste des mesures et des réactions politiques, la place et les difficultés des jeunes femmes dans ces quartiers de prolétaires, la mise en question de la société qui est derrière ces révoltes spontanées, le sens et les raisons de leur isolement et de leur absence de perspectives. L'ambiance chaleureuse et l'échange solidaire n'ont pas empêché certains « solutionnistes » d'être déçus de la pauvreté en réponses de la majorité des présents...

Notre constat, qui se veut une petite avancée dans le débat, fut de conclure que, si le mouvement social ne fut pas relayé, c'est bien parce que les luttes sociales sont en déconfiture. Les limites de la révolte étant autant à l'extérieur des quartiers qu'entre leurs murs.

Le groupe organisateur a distribué une brochure avec la traduction de quatre textes : « Incendies sans paroles » (*Oiseau-tempête*), « L'Essence de la révolte » (*Section cosaques-jabots de bois*), extraits de « Balade en novembre » (Roland Simon) et « Du dîner de cendres aux braises de satin » (*Les Amis de Némésis*).

Ambiance

« FERMETURE des portes, attention au départ », « Zurück bleiben ». Métro de Berlin, trois heures de l'après-midi d'un lundi de janvier 2006, moins 16°C à l'extérieur. Le mec est habillé limite SDF, il reste debout, le dos aux portes qui se ferment. On attend le classique, « M'sieur-dames, je m'excuse de vous déranger mais suis à la rue, je n'ai pas de travail, etc. » Erreur ! On recommence, « M'sieur-dames, je ne m'excuse pas de vous déranger : contrôle des billets ! » Deux

par voiture, des chômeurs embauchés (comment, à quel prix et quel statut?) contrôlent d'autres chômeurs, quelques braves salariés en attente de chômage et les quidams de passage comme nous. Pas de flicaille en vue, juste les portables des contrôleurs-SDF qui permettront, le cas échéant, de sonner l'appel des mercenaires en uniforme qui ne sauraient pas être loin. Et tout le monde de sortir ses titres de transport, sans protester. Pas tout à fait tout le monde... Devant nous, un autre gars, allure pas du tout cadre dynamique, plutôt un de ceux qui pourraient bien postuler pour le boulot de contrôleur. À haute voix, il aborde le contrôleur SDF, direct: « T'as pas honte de faire ce boulot, toi? », l'autre de répondre: « T'as autre chose à me proposer? » Et le premier, ton agressif et très sec, le regard droit dans les yeux: « Non, mais il y a des

boulots qu'on ne prend pas! » Le mot qui tue! Le contrôleur SDF baisse les yeux, s'en va, plus SDF que contrôleur. Silence dans la voiture! Il y a un problème. L'atmosphère sociale change en Allemagne, le consensus des beaux jours de la social-démocratie s'effrite, ce n'est plus ce que c'était, remplacé par une agressivité sociale qui s'épaissit. À Berlin, le prix du ticket de métro est à 2,10 euro, l'amende est à 40 euros... Le taux de chômage dans la ville est de 18 % dans les quartiers de l'Est et les plus pauvres à l'Ouest, tel Neuköln (le quartier favori de Marinus van der Lubbe avant l'incendie), ça monte à 25 %, voire plus. C'est le « Modèle allemand » en crise. *Zurück bleiben...*

ETIENNE ANCLIN
& CHARLES REEVE ■



INCENDIES VUS D'AILLEURS

DÉTRUISONS CE QUI NOUS DÉTRUIT MACHT KAPUTT WAS EUCH KAPUTT MACHT!

Je rentrais de Paris à la « maison », une ville moyenne dans le sud de l'Allemagne, pour les fêtes de Noël. Le premier sujet de discussion avec tous mes camarades là-bas était l'explosion sociale en France. On m'a dit que « j'avais de la chance », que mon séjour en France était tombé dans une période où « il se passait quelque chose de tellement intéressant » – et, bien sûr, on m'a demandé si ma voiture existait encore.

Vu la présence flagrante du sujet des émeutes dans les discussions là-bas, il me semblait presque que mes camarades avaient vécu ces journées mouvementées plus intensément, devant leurs télévisions en Allemagne que moi-même dans mon petit appart à Belleville – sans télé et bien loin de la banlieue. Cela me semblait assez drôle d'être pris sans aucun doute, comme témoin direct des combats dans les rues, supposant bien que toutes celles et tous ceux qui faisaient partie du « milieu radical » auraient certainement participé aux émeutes ou, du moins, auraient eu la spontanéité et la possibilité d'aller dans les quartiers sensibles et de se solidariser avec les jeunes émeutiers.

Voici quelques extraits des discussions avec mes camarades allemandes, la plupart d'entre eux et d'entre elles faisant partie, de près ou de loin, du milieu dit « autonome » en Allemagne :

D'abord, il faut souligner que j'étais confrontée à un grand besoin d'information et de discussion sur ce sujet. Ce n'était pas du « small talk », c'est-à-dire quand on pose, moyennement intéressé, quelques questions à quelqu'un qui est resté un certain temps dans un pays étranger. Il y avait plutôt une vraie soif d'explication et une forte volonté de discussion – toujours avec des questions sous-jacentes : s'agit-il d'un phénomène spécifiquement français? – ou est-ce que ça implique quelque chose pour le développement général dans les pays industrialisés/occidentaux? Les émeutes annoncent-elles un retour des luttes sociales? Pourraient-elles être imitées ou « traduites » en Allemagne?

Ce qui m'a épaté, c'était l'identification directe et sans hésitation de presque tous mes camarades avec les émeutiers. Ça allait jusqu'à une certaine admiration de l'efficacité des jeunes dans le métier de la destruction automobile. De brûler tout un dépôt avec une centaine d'autobus d'un seul

NOTES

1 – *Freundinnen und Freunde der Klassenlosen Gesellschaft* <www.klassenlos.tk>
2 – Comme dans tout style de musique, le rap a aussi une branche commerciale. Mais celle-ci ne serait être représentatif de l'ensemble de ce mouvement musical. Une multitude de groupes restent et évoluent par choix dans une scène underground. L'analyse qu'a faite Louis Genton dans son essai sur le rap, *Le Rap ou la Révolte?* (Éditions Place d'armes) tente justement de réduire le rap à sa seule dimension marchande. Elle se fonde sur une analyse qui ne cite qu'une trentaine de groupes et évidemment les plus médiatisés. Malheureusement, Genton ne s'est pas donné la peine de tendre ses escouades au-delà des ondes FM. Comme dirait une amie: « encore du papier de gâché! ».

coup – faut avoir de l'audace pour faire ça ! brûler son école – qui n'aurait pas rêvé de ça pendant sa corvée écolière ? On peut certainement reprocher à mes camarades de partir d'une base d'informations un peu faible et une certaine glorification non réfléchie, naïve et même machiste de la lutte militante de rue. Il est vrai que le slogan « Macht kaputt, was euch kaputt macht » (« Détruisons ce qui nous détruit », titre d'un album du groupe musical Ton Steine Scherben des années 1970) est encore bien ancré dans l'esprit du mouvement autonome allemand. Mais, malgré tout, je n'ai pas trouvé beaucoup d'arguments raisonnables contre l'identification prononcée de mes camarades. Bien au contraire, c'était très dur pour moi de leur expliquer pourquoi il y avait, pendant les émeutes, un silence étonnant dans le milieu anar-communiste-libertaire parisien, milieu que j'avais fréquenté pendant les derniers mois. Pourquoi n'y avait-il presque aucun signe ou action de soutien envers les jeunes pendant presque toutes ces journées mouvementées ? Pourquoi, après plus d'une semaine de voitures brûlées, c'était enfin un tract de LCR que je voyais apparaître comme premier signe à peu près solidaire – mais revendiquant surtout du boulot pour les jeunes ? Pourquoi avais-je attendu en vain qu'il ait une manif dont les revendications auraient pu me donner l'occasion d'exprimer ma solidarité ? – alors qu'il y avait seulement ces marches silencieuses contre la violence, organisées par les maires de la banlieue, manifestations qui ne m'avaient pas trop attirées ? Et quand l'État français a pris des mesures bien démesurées en mettant en place l'état d'urgence, pourquoi y avait-il dans la métropole parisienne seulement un bon millier de personnes qui se déplaçaient pour protester (les cortèges des Verts et des syndicats compris) – une mobilisation qu'on atteint même parfois dans notre ville moyenne bavaroise (sans les Verts et les syndicats) ?

Bien sûr, j'ai expliqué à mes camarades qu'il y a une grande distance entre Paris et la banlieue, pas seulement en raison de la mauvaise connexion des transports publics, mais surtout en raison de la distance culturelle entre le milieu intellectuel de gauche parisien et les jeunes dits « issus de l'immigration », délaissés dans les zones périphériques urbaines, déconnectés de la vie sociale d'une France bleu-blanc-rouge et plutôt en train de construire leur propre vie sociale, celle d'une France noir-blanc-rebeu. On pourrait dire qu'un des rares liens entre certains du milieu radical parisien et les jeunes de banlieue consiste dans les rapports professionnels de certains professeurs et travailleurs sociaux (qui font partie des premiers) avec « leur clientèle » (qui font partie des derniers), mais ce serait trop caricatural. ¹

Dans les pays dits communistes, comme en

ex-Allemagne de l'Est, on plaçait des « Heute keine WARE » sur les étalages des magasins (aujourd'hui, pas de marchandise) ; dans les pays dits démocratiques d'aujourd'hui, on pourrait dire pareillement « Heute keine ARBEIT » (aujourd'hui, pas de travail).



Bien sûr, je leur ai expliqué qu'en France, on est loin de sentir un souffle de soulèvement ou d'émancipation sociale, mais qu'il y a, bien au contraire, une forte répression, une présence des flics et des services d'ordre jamais vue auparavant. Et il semble plutôt que les émeutes ont renforcé les prêcheurs de (l'in) « sécurité » et ont multiplié les chiens de garde. On pourrait s'imaginer même que Sarkozy a suivi la vieille tactique de Mao-Tsé-Toung (« Laissez fleurir une certaine des fleurs... – pour pouvoir mieux les écraser après »), en se disant : « Il faut que cette canaille montre sa volonté de destruction – pour pouvoir mieux la mettre en prison. » Et les partis d'extrême droite déclarent dans les journaux qu'ils enregistrent une nouvelle hausse de leurs membres.

Et, pour calmer l'enthousiasme de mes camarades, enfin, j'exprimais mes doutes profonds qu'en Allemagne des choses pareilles puissent se produire – à l'exception, peut-être, de certaines villes est-allemandes, où existent aussi des banlieues du socialisme réel ; banlieues qui sont plutôt en danger de basculer à l'extrême droite que de montrer des signes d'une colère sociale émancipatrice.

Malgré tout, il me semble que mes camarades m'ont posé des questions bien pertinentes – à discuter plutôt en France qu'en Allemagne.

INGRID ARTUS ■

NOTE

1 – Ces mêmes travailleurs sociaux se sont mobilisés à deux reprises ces dernières années : une première fois contre le projet de municipalisation des services sociaux qui entraînait une collaboration avec la police, et une deuxième fois contre le rapport parlementaire qui préconisait la détection de la délinquance dès l'entrée à l'école maternelle.



De l'attente fébrile du « grand soir » à la peur de l'explosion populaire généralisée, les émeutes des banlieues ont mis à jour les fantasmes de notre époque et les enjeux politiques qu'ils expriment

Lorsque les premières révoltes de jeunes ont éclaté dans les quartiers de la banlieue de Paris, les grands journaux brésiliens ont publié en première page des photos spectaculaires où on voyait des voitures en feu et des jeunes arrêtés par la police. Le ton général était alarmiste, insinuant que la France se trouvait au bord d'une révolte généralisée. Les allusions à mai 1968 étaient fréquentes. Les premières semaines écoulées, il y eut comme une tentative de comprendre ce qui se passait et plusieurs journalistes brésiliens furent envoyés en France. Plusieurs articles soulignaient le racisme de la société française, suggéraient que les immigrés et leurs descendants avaient été abandonnés à leur triste sort, parqués dans les banlieues des grandes villes.

On peut penser qu'à travers ces articles le pouvoir politique en crise cherchait à faire passer un message implicite à la société brésilienne. Que les problèmes de la pauvreté ne sont pas propres aux pays pauvres, à des sociétés comme le Brésil. Qu'il ne faut donc pas accuser le pouvoir politique. Que dans les pays riches du « premier monde », la pau-

vreté et la marginalisation des plus pauvres, des exclus, sont aussi une réalité. Certains articles, plus critiques, mettaient en rapport la révolte des jeunes et les politiques actuelles de démolition de l'« État social ».

Au même temps, les médias ont évité d'établir un quelconque lien entre ces révoltes et celles qui ont secoué, les deux années précédentes, quelques grandes villes brésiliennes à la suite d'une forte augmentation du prix des transports ; à Salvador (septembre 2003) et à Florianópolis (mars 2004) ¹. Alors que ces révoltes sont, elles aussi, la conséquence de l'accroissement de la pauvreté urbaine.



La crise du Parti des Travailleurs, l'effondrement rapide de la crédibilité du plus grand parti de gauche en Amérique du Sud, a ouvert un espace à l'auto organisation de la jeunesse et des travailleurs les plus actifs dans la révolte. Eux cherchent à comprendre la situation et s'intéressent à ce qui se passe ailleurs. L'étendue de la corruption politique est telle qu'aujourd'hui les jeunes ne sont même pas déçus par le PT, ils s'auto-organisent directement

pour mener leurs actions. Ce qui explique l'apparition et le développement dans les villes brésiliennes de groupes de base indépendants, d'associations et de collectifs autonomes. Les idées radicales anti-autoritaires rencontrent un écho nouveau, expression d'une modernisation de la pensée politique ². L'effondrement du projet de socialisme de parti, soutenu par le PT, ayant entraîné la déroute des idées tiers-mondistes léninistes et guevaristes.

Dans ces milieux, pour ces jeunes, les révoltes des jeunes des banlieues françaises ont suscité un intérêt particulier. Elles montrent qu'il y a encore des choses qui se passent dans « le vieux monde » et que les jeunes européens ne sont pas tous passifs. Ces révoltes sont allées à l'encontre de l'idée assez répandue qu'il n'y a plus de luttes en Europe, que la lutte est particulière au tiers monde, presque une attitude de « sous-développés ». Les révoltes des banlieues françaises ont apporté la pensée stimulante que la révolte contre le système est la même partout. Le côté spontané des révoltes a aussi souligné. Si elles se sont développées en dehors des organisations traditionnelles ; c'est donc qu'elles échappaient « aux règles ».

NEW YORK - PARIS ALLER-RETOUR

Cette démarche des médias brésiliens de chercher à comprendre la signification des émeutes en envoyant des reporters en France, a été partagée par la grande presse internationale. Aux États-Unis, la puissante chaîne de télévision ABC a expédié un journaliste à Paris qui a fait le tour du Quartier latin et des Champs-Élysées à la recherche des émeutiers... Il avait peut-être en poche une édition récente du *Guide bleu* et quel-

ques adresses de restaurants parisiens, voire un album souvenir de mai 1968, mais rien d'utile sur la périphérie de Paris. Désorienté et bredouille, il a fait son rapport à ses chefs à New York qui lui donnèrent aussitôt l'ordre de rentrer *at home*. Visiblement, il ne se passait rien ! (d'après un lecteur new-yorkais d'*Oiseau-tempête*). Plus malins que les Américains sont les journalistes suisses, qui n'ont pas hésité à faire le bivouac en banlieue pendant plusieurs semaines après les émeutes pour comprendre ce qui avait bien pu se produire en France.

OT ■

LUCIA BRUNO * ■

* De Lucia Bruno, *L'espace rétréci des vendeurs d'illusions*, OT 11, été 2004.

NOTES

1 - On trouvera un récit de la révolte de Florianópolis dans le dernier numéro de la revue *La Question sociale* (c/o Publico, 145, Rue Amelot, 75012 Paris).

3 - Au Forum alternatif de Caracas, janvier 2006, un groupe libertaire de Fortaleza (Brésil) organisa un débat sur les idées situationnistes, attirant une petite foule lasse du « spectacle chaviste » !

MAUVAIS ENDROIT, MAUVAIS MOMENT

WRONG PLACE, WRONG TIME

Beaucoup d'entre nous considérons notre vie comme quelque chose qu'il faut prévoir tout le temps. Mais suivez les conseils de Darkman: tous ces plans et ces réflexions finissent par un grand « peut-être » au bout du compte. MAINTENANT VOUS SAVEZ TOUT SUR LA VIE.

REGARDEZ CES GENS là-bas à La Nouvelle-Orléans. Après l'eau qui a envahi la ville comme ça? Pour que ce soit bien clair, écoutez ça. Un jour je traînais du côté du marché, je marchais simplement en faisant du lèche-vitrines, vous voyez, comme on le fait tous de temps en temps. Vous savez comment c'est, quand vous voyez quelqu'un que vous connaissez et tous les deux vous mettez à parler du passé.

Le bon et le mauvais côté de cette histoire, c'est qu'il y a toujours un moment où il ne faut pas se trouver quelque part. Je dis tout ça pour dire ceci: tout à coup ce flic en uniforme a arrêté sa voiture juste devant nous. Il est sorti et s'est approché. À partir de ce moment, ma vie est devenue un grand « peut-être ».

Il m'a demandé ce que j'avais dans la main et je lui ai répondu que c'était des bonbons, ce qui était vrai: j'avais mangé quelques M. & Ms. Là il a vu ce que j'avais dans la main et il a dit à la personne avec qui je parlais d'aller plus loin en bas de la rue. Il m'a demandé ma carte d'identité. Je l'ai donnée aux gars; j'ai rien à cacher quoi. Et là il a donné mon nom et mon identité dans sa radio.

Le hasard a fait qu'ils lui ont dit qu'il y avait un vieux mandat contre moi pour un trafic de tickets remontant au début des années 1990. Il y en avait pour 300 \$. Là encore, ma vie est soudain devenue un grand « peut-être ».

Et me voilà donc à Central Booking¹. Pour les quelques fois où je me suis retrouvé à Central Booking je sais très bien qu'il ne faut pas le prendre à la légère. Toutes les histoires que vous avez entendues sur cet endroit sont pour la plupart vraies. J'ai dû carrément dormir sur le sol pendant deux semaines avant d'avoir un lit. J'étais censé passer devant la cour trois jours plus tard, mais pendant trois semaines supplémentaires, ça a été l'enfer.

Il y avait des gens qui marchaient autour de moi 24/24, 7/7. D'autres détenus faisaient le tour du dortoir chaque nuit. Ils se mettaient par deux et faisaient leurs récits de guerre l'un après l'autre en se baladant autour de moi. Dès qu'ils s'approchaient de toi, tu devais soit les regarder droit dans les yeux ou soit faire semblant que tu avais les yeux fermés. Il y en avait qui te dévisageaient nuit après nuit juste pour voir si tu avais peur ou pas. Si tu avais ce regard, de plus en plus près ils te tournaient autour, à chercher chez toi un signe de faiblesse.

Après deux nuits à les regarder, je me suis donné un air de fou chaque nuit. Et vous savez quoi? Ça les a empêchés de s'approcher toutes les nuits quand ils marchaient autour de

moi.

Au bout de trois semaines, je suis passé devant la cour. Le juge m'a ordonné de payer une amende de 50 \$. Alors vous voyez, voilà comment la vie peut parfois devenir tout à coup un grand « peut-être » pour vous, si vous vous retrouvez coincé au mauvais endroit au mauvais moment.

DARKMAN ■

Street Voice # 78, 2005, Baltimore
Traduction Gaëlle Erkens

NOTE

¹ - Centre créé récemment où sont regroupées toutes les personnes arrêtées avant d'être jugées ou transférées ailleurs.

* Street Voice est un journal de rue écrit par des sans-logis, des chômeurs, des junkies, publié depuis 1990 à Baltimore, dont nous avons publié quelques articles dans Oiseau-tempête. (« L'espoir qui cherche à ne pas se briser », Oiseau-tempête n° 11, été 2004). Lire, Street Voice, Paroles de l'ombre, Verticales, 2003 (collection minimales, préface de Curtis Price, textes choisis et traduits par Gaëlle Erkens).

La réflexion de Darkman ne semble pas concerner que ses potes de Baltimore et zones semblables des États-Unis d'Amérique. À quelques milliers de kilomètres de là, plusieurs mois plus tard, d'autres vont découvrir que la règle s'applique invariablement à tous les pauvres soumis à l'autorité du système démocratique. Le 7 novembre 2006, des dizaines de jeunes arrêtés par la police lors des émeutes dans la région parisienne, furent jugés en comparution immédiate. À la va-vite, les dossiers étaient bâclés, les peines lourdes. Alexandre, cuisinier de son état, était du lot. Sans connaître Darkman, lui aussi, il sait que « la vie est un grand peut-être »!

« [...] Alexandre, arrêté lors de l'incendie du local à poubelles dans une barre HLM, à une heure du matin à Pantin. Seul arrêté de la bande. Sa défense est laconique: "Mauvais endroit, mauvais moment, mais j'ai pas foutu le feu, je venais juste acheter du shit." Quatre mois. [...] » (Libération, 8 novembre 2005.)

L'essence de la révolte

Nantes le 18.11.05

*« Le patronat et l'État ne peuvent et ne veulent plus payer.
Personne ne pense à l'idée qu'ils peuvent disparaître.
Les enfants des cités, ces Palestiniens du spectacle triomphant, savent, eux,
qu'ils n'ont rien à perdre ni rien à espérer du monde tel qu'il devient. »
Avant-propos à la réédition de 1995 à De la misère en milieu étudiant.*

Qui donc a pris la défense des insurgés dans les banlieues, dans les termes qu'ils méritent? Nous allons le faire.

La misère qui sévit dans les banlieues avec son chômage, sa répression policière constante, ses conditions de vie plus que précaires, le racisme, ont réuni les conditions d'une confrontation sans précédent avec l'État. Les flammes ravageant les ghettos symbolisent l'attaque tous azimuts contre celui-ci, qu'il soit répressif ou à prétention sociale d'encadrement. Les attaques contre les écoles, la police, les services sociaux sont des actes ciblés et non aveugles. Elles sont le révélateur d'une prise de conscience qui n'a que faire de jugements hâtifs sociologistes. Ces « jeunes » sont une partie du prolétariat sans avenir qui ne peut être dupe face à la fausse perspective d'intégration (mais dans quoi?). Car comment croire que les insurgés ont encore la moindre complaisance vis-à-vis de services dits sociaux dont la seule prérogative est de réguler la misère sociale? On peut certes gloser sur le manque de crédits alloués par l'État et dire que ses acteurs sont en sous-effectifs mais il importe avant tout de dire que ses médiateurs, ces assos, ces grands frères sont avant tout des gardiens de la paix sociale. Ils sont aux jeunes ce qu'est la bureaucratie syndicale aux ouvriers, un mécanisme d'intégration au système d'exploitation. À ceux qui s'offusquent de l'incendie d'une école, faut-il leur rappeler que celle-ci n'est qu'une croyance à l'instar de la religion ou de la politique? Il est troublant de constater que l'institution scolaire ne soit pas mise dans le même sac que toutes les formes de répression s'abattant sur les insurgés des banlieues. Que le bobard de l'intégration par l'éducation (nationale) ne fonctionne plus et finisse dans les flammes est une nouvelle réjouissante. Ces « jeunes » révoltés se sont souvenus que leurs bancs d'école étaient en bois et qu'ils feraient un fameux brasier, rien de plus logique, l'égalité des chances tant vantée par notre République étant un leurre. Par ailleurs, on s'étonne que les voitures brûlent, mais on devrait se réjouir de ces gestes salutaires! Ils ont sauvé de la mort des centaines de personnes promises chaque jour aux accidents de la route et qui plus est à de longues journées d'ennui dans des boulots de merde. Quant à ces derniers, la réplique des politiques unanimes ne trompe pas: répression par le travail dès 14 ans, et si ça ne suffit pas, enfermement. De ces promesses, une fois n'est pas coutume, une seule sera tenue, la seconde évidemment, vu que de travail, il n'y en a point. Ces « jeunes » révoltés ont voulu illuminer la grisaille qui forme leur quotidien, ils en paieront le prix.

À ce constat s'ajoute celui moins enjoué des réactions suscitées dans des milieux qui auraient dû être à même de saisir l'essence de cette révolte. En effet, les rododromes formulées par certaines personnes se mouvant dans les cercles gauchistes ou libertaires sont affligeantes de par leur pauvreté et leur courte vue. Ce qui est « contre-productif », ce n'est pas de cramer son quartier pourri, c'est de n'y voir que des actes manquant de « sens historique », de « conditions objectives » et autres blablas de marxistes de confort, bref de ne considérer ces événements que par le bout de la lorgnette médiatique ou d'une grille d'analyses obsolètes. Il paraît complètement dérisoire de s'attarder sur des épiphénomènes tels que l'attaque d'un bus transportant des individus, ceux-ci étant bien évidemment montés en épingle par les journalistes matraqueurs. À qui faire croire que la Révolution française ou la Commune de Paris, toutes proportions gardées, furent exemptes d'actes fâcheux? À d'autres peut-être...

Et s'il doit se développer des organisations ou des stratégies d'actions directes, ça sera avant tout par eux-mêmes. Rangez vos syndicats aussi révolutionnaires soient-ils, vos associations, vos militants et autres samaritains de la cause sociale.

C'est en tant que déclassés et chômeurs que nous exprimons ici haut et fort notre solidarité avec la racaille insurgée.

Mieux vaut une bonne guerre civile qu'une paix pourrie!!!

SECTION COSAQUES-JABOTS DE BOIS

*Pour contacter les Cosaques,
écrire à Oiseau-tempête qui transmettra.*

Révoltes et chaos dans le capital

NADA est un collectif d'agents de différents services Poste ou Télécom, fonctionnaires ou contractuels de droit privé. NADA tisse un réseau avec des sympathisants, des collègues, pour résister et agir...

Rennes, hiver 2005-2006.

« Nada, sinon rien ! »

Depuis plusieurs années, la caste politique et ses médias amplifient et entretiennent dans la population les fantasmes délirants, suscités par des groupuscules islamistes, ou par des crispations identitaires marginales, comme le voile à l'école. Ces rideaux de fumée masquaient les vrais problèmes qui sont économiques. À l'automne 2005, les provocations et le jeu politicien d'un Sarkozy n'ont pas pu réduire l'explosion du ras-le-bol accumulé à une histoire de délinquance et de répression. Interviewé dans *Ouest-France* du 24 novembre, il prétend que l'économie « normale » ne pourra revenir dans les quartiers pauvres qu'une fois l'économie « parallèle » éradiquée ! Or c'est le contraire : le **capitalisme normal** élimine partout sur la planète ce que lui coûtait l'intégration sociale de la population (l'État-providence des réformistes), pour ne favoriser que ce qui génère les meilleurs taux de profit, qui lui sont vitaux. Cela entraîne notamment l'exclusion, les mafias de la drogue, etc., mais les caïds ou les dealers ne sont pas si éloignés des indics, des flics et... des politiciens d'avenir ! Ces digues ont sauté.

Même si la stratégie du « tout répressif et fort en gueule » va persister, elle a trouvé des limites face à cet embrasement social. L'extension spontanée de la révolte à plusieurs villes, sa durée prolongée, ont obligé l'appareil d'État à répondre avec autre chose que la répression ; les robinets à fric ont été rouverts, alors que des crédits continuaient d'être supprimés quelques semaines auparavant (voir *Canard enchaîné* du 9 novembre 2005). Les cibles des dégradations (commissariats, écoles, voitures, commerces) ne sont pas si difficiles à comprendre : l'École a toujours servi la reproduction de l'exploitation capitaliste ; les émeutiers d'aujourd'hui ou de demain savent qu'elle ne peut déboucher que sur les boulots précaires, sur le chômage à 25 % (quartier Rennes-Le Blosne) et plus souvent 40 %. La société publicitaire d'hyper-consommation exclut de plus en plus de monde : la voiture est hors de prix et sert souvent à aller se faire exploiter pour la payer ! Les lieux commerciaux incendiés représentent la frustration, la discrimination à l'embauche, des boulots surexploités... Les commissariats et les mosquées sont « le sabre et le goupillon » de l'époque moderne !

Il y a des « marxistes de confort », des sectaires, pour insinuer que les révoltés (le « lumpenprolétariat » selon une phraséologie marxiste) n'auraient rien à voir avec la classe ouvrière, avec les « bons immigrés », etc. C'est quasiment le fiel des médias sécuritaires ! Révéler des conspirations de politiciens ou le bushisme de Sarkozy, ce serait le scoop ! Cette mauvaise foi nous rappelle ce que Marx écrivait en 1868 : « la secte trouve sa raison d'être dans son point d'honneur, elle ne le cherche pas dans ce qu'elle a de commun avec le mouvement de classe, mais dans un signe particulier qui la distingue de ce mouvement »...

Le collectif Nada considère que l'intifada des quartiers pauvres a donné une bonne gifle au système capitaliste, cette société de prédateurs et d'exploiteurs. La révolte des jeunes des cités et des banlieues rappelle à la face du monde la saloperie d'**apartheid social** qui se développe dans les pays occidentaux, au cœur du capitalisme mondialisé. Les « sous-prolétaires » des quartiers pauvres sont juste les frères de misère des enfants de l'intifada d'Israël, des jeunes manifestants algériens fauchés par les balles des généraux en 1988, des émeutiers de Los Angeles en 1992 ou des innombrables ghettos de la planète... Cette révolte rappelle que depuis 25 ans, les réformistes, les partis de gauche, les républicains, n'ont jamais eu de solutions que des rustines à la roue du Capital !

Or, où que nous habitons, nous subissons le même **rapport social destructeur**, en tant que salariés.

Nous encaissons la liquidation croissante des compromis ou des acquis des luttes sociales passées. Aujourd'hui ce système planétaire poursuit ses dégâts de la Chine à La Nouvelle-Orléans en passant par la « Françafrique », l'Amérique latine... Mais le capitalisme a du plomb dans l'aile, aux dires même de ses grands prêtres, économistes ou dirigeants d'entreprises multinationales. C'est de cela qu'il est temps de parler de nouveau.

LE CAPITALISME EST EN TRAIN DE S'AUTODÉTRUIRE!

Dans *Ouest-France* du 28 octobre, l'ex-patron du Crédit Lyonnais, Jean Peyrelevade, évoquait ses craintes pour l'avenir du système économique capitaliste (chocs boursiers, séismes politiques...); l'avidité de l'actionnaire « *ne peut pas durer* » déclare cet ... actionnaire et grand fonctionnaire du Capital! Dans son récent bouquin « *le capitalisme est en train de s'autodétruire* », c'est Patrick Artus, directeur des études à IXIS, la banque d'investissement du groupe Caisse d'épargne, qui critique l'obsession de rentabilité à court terme des firmes! Il constate, ce que Marx avait montré, que cette course pour toujours plus de profit est liée à la concurrence mondiale entre les capitaux. Cela nous fait doucement rire que ces messieurs dénoncent des caractères fondamentaux du capitalisme lui-même! Ils peuvent gémir car les recettes de Keynes pour sauver le capitalisme ont épuisé tout leur suc depuis 30 ans! L'accroissement historique énorme des appareils d'État est l'éternelle Solution des sociaux-démocrates rivaux, de tout poil (fascistes, trotskystes, maoïstes, Attac, etc....); mais l'intervention d'un soi-disant « État populaire » ou « social » sert de béquille périodique au capitalisme, retardant seulement l'exacerbation de ses contradictions chaotiques.

La quadrature du cercle les fait pousser des cris d'orfraie: les contre-tendances économiques et les bricolages successifs des gouvernants du monde, depuis une soixantaine d'années, ne parviennent pas à éliminer l'inexorable *baisse tendancielle du taux de profit*; or, cette loi, congénitale au capitalisme, lui est aussi fatale. Nos experts éminents énoncent dans leurs bouquins quelques réformes dont disposerait encore la « gouvernance » mondiale aux abois... Leurs incertitudes ne portent pas sur l'éventualité des prochaines crises majeures, mais sur leurs dates, sur le degré du chaos, l'ampleur des destructions.

POUR DES INSURRECTIONS ANTICAPITALISTES

Actuellement le capitalisme semble triomphant: il ne cesse de licencier, fliquer, précariser, flexibiliser, délocaliser... L'État liquide les « compromis historiques »: systèmes de retraite, santé, éducation... Nos résistances sont parcellaires, modestes... Pourtant le système révèle aussi ses failles béantes: apartheid explosifs, faillites d'États, crises financières, guerres, catastrophes écologiques, impuissance des politiques réformistes...

Cela fait plus de 100 ans que les prolétaires sont intégrés à la société capitaliste par l'État, par l'École, par les partis et les syndicats: cela nous a réduits à n'être que du « capital variable »; les populations jugées non rentables sont reléguées dans les « banlieues » ou les bidonvilles de la planète. Cette pré-histoire du genre humain finira-t-elle?! Les hommes continuent de faire leur histoire. Des insurrections prolongées, des grèves générales, ont éclaté, éclatent, éclateront. À nouveau, sans même l'avoir cherché au départ, des révolutions sociales se retrouveront en rupture avec l'intégration au Capitalisme; Ce régime s'effondrera dans ses propres contradictions avec sa démocratie bourgeoise, sa république de classes. L'intervention révolutionnaire des hommes est nécessaire pour inventer une autre voie que celle, suicidaire, qui pourrait succéder au capitalisme: le chaos, les mafias généralisées, la misère fatale.

« Arrivé à l'apogée de sa puissance, le capitalisme est aussi arrivé au plus haut point de sa vulnérabilité; il ne débouche nulle part ailleurs que sur la mort. Si faibles que soient les chances de révolte, c'est moins que jamais le moment de renoncer au combat. »

(Paul Mattick, *communiste de conseil*)



Libre jeu des passions

À l'intention des membres d'OT

Après un peu de réflexion.

« Pendant la réunion du 19 mai 2005, j'ai pu constater qu'il y avait un débat latent au sein de la revue. Ce débat et son ensemble de questionnement m'ont parus plus d'une fois être écartés au profit d'une entente somme toute bancale. Je m'explique. Alfredo, au cours des discussions qui nous animaient, a lancé sous forme de boutade (?) que ses Invectivopharismes étaient considérés selon lui comme de simples petits apports poétiques qui fondamentalement ne posaient jamais de problèmes pour la parution, laissant entendre – c'est moi qui interprète – que la dimension poétique était vue au rabais voire pas sérieusement. En somme, elle serait une force désamorcée peinant à trouver une voie qui la rendrait digne d'un mariage avec la révolte. Et c'est là justement que le débat devient passionnant. Il y a déjà quelque temps de cela, nous avons eu quelques échanges sur des remarques qui nous avaient été faites concernant la revue et qui disaient notamment que celle-ci avait une tendance "culturelle", ou encore de ce correspondant de Montréal qui disait de la revue, qu'elle était « tirillée par les différentes tendances qui l'animent » ce qui l'oblige à « un grand écart permanent ». Ce qu'il y a

de sous-entendu dans ces diverses remarques, c'est que la revue s'embarrasse de textes qui ne sont pas dans la droite ligne de « l'exigence qualitative » (selon ce correspondant) que nécessite la critique sociale. En d'autres termes, il y a des sujets spécifiques avec une forme précise (théorique par exemple) qui méritent reconnaissance dans l'approche de la critique sociale et il y en a d'autres qui ne le méritent pas. Voyons ces autres. Ceux-ci sont bien évidemment ceux qui donnent place à un caractère poétique ou littéraire, la révolte des textes qui en découlent est minorée voire méprisée. Seul le cadre strict de la théorie révolutionnaire avec ses grands 1 et ses grands 2 est vu comme valable, seuls les écrits au sang-froid méritent le respect. Le sang chaud qui donne vigueur à l'écrit poétique est vu comme une perte de temps qui ne présente aucune exigence. Ainsi, par exemple Janover, dans son *Thermidor mon amour* (qui par ailleurs est un excellent texte) parle de *Lautréamont* qui examinait à la loupe les « sophismes hideux du pathos romantique » et déplore que le texte soit sur le « mode littéraire » qui affaiblit à son goût l'argument. On peut comprendre ici que *Lautréamont* aurait dû mettre plus de théorique dans son analyse, que c'est finalement le caractère poétique qui a fait perdre de sa force à l'argumentation. Au fond il y a cette idée qu'il y a une hiérarchisation dans la pensée

critique, qui balbutierait avec l'expression poétique, pour après peut-être accéder au domaine respectable de l'expression théorique. J'ai en tête Marx, qui dans ses premiers écrits s'essaya à la poésie pour rapidement laisser tomber et se mettre à peaufiner sa pensée critique. Est-ce l'évolution nécessaire à toute pensée révolutionnaire? J'en doute. C'est une idée saugrenue de penser que le mode littéraire ou poétique a moins de capacité critique par ce qu'il n'est pas dans la connaissance spéculative, il y a, des fois, au contraire tout à apprendre dans un texte qui fait voler les émotions au grand vent. Voyez Crevel!!! Certains situationnistes dans les années soixante faisaient le constat regrettable que la I^{re} Internationale avait tourné le dos aux artistes pour fonder un projet exclusivement sur des revendications ouvrières, et finalement de se demander si le projet de Marx n'avait pas « montré combien il concernait tous ceux qui cherchaient, dans le refus d'être esclaves, une vie riche et une humanité totale? ». Et c'est vrai, on peut se demander s'il n'y avait pas autant de rage chez certains poètes du XIX^e que de révolte chez certains théoriciens révolutionnaires de cette même époque. Et pour revenir

à nous et notre revue je vous rappellerai que celle-ci visait dans le petit préambule du printemps 1997 « au libre jeu des passions, des réflexions et des échanges, à favoriser la convergences entre les individus... », n'y a-t-il rien d'autre à voir dans ce « jeu des passions » qu'un simple jeu au sens trivial du terme? Ne peut-on voir dans cette magie du langage poétique – tant dans ses traits les plus « verbeux », que dans ses expressions les plus strictes qu'un jeu qui ne se limiterait qu'aux apprentis révolutionnaires? Évidemment, non.

J'ouvre donc ici, comme vous pouvez le comprendre, une discussion de fond.

Bien à vous



ETIENNE ANCLIN ■



série noire

en progression

Les membres du collectif de l'Oiseau-tempête, une fois posées les évidences de base qui les relient dans un projet commun d'approfondir, de rendre plus acérée et donc efficiente la critique sociale, n'ont jamais prétendu présenter une ligne commune sur toutes choses – les approches, les priorités affirmées dans les angles d'attaque, étant aussi variées que les penchants propres à chacun. C'est dire que la discussion de certains textes peut être houleuse... Il est un thème qui peut se résumer grossièrement en « Rapports de l'art et de la politique » qui revient régulièrement laissant les uns et les autres sur leur faim – avec ce côté rassurant pour la vie du collectif que les lignes de force varient à chaque fois, se croisent ou s'affrontent sans qu'il y ait de « camp » déterminé. Ce texte qu'Étienne a envoyé au collectif nous a paru à tous poser les bases de ce débat-là de façon assez ouverte et intéressante – bien que loin s'en faut qu'il fasse l'unanimité parmi nous dans toutes ses affirmations – pour mériter d'être publié et susciter ainsi des éventuels enrichissements au débat.

OT ■



Fig. 644. - Étuve à désinfecter les livres.

Van Van
Au pays d'Héloïse
Éditions L'Épiphanie, 2005 15 €
Cliquez sur le bouton
pour acheter le livre

LES TENSIONS RÉCENTES autour de l'histoire telle qu'elle doit être enseignée dans les écoles viennent encore nous rappeler à quel point la question de l'histoire officielle demeure un enjeu de pouvoir¹. Il est aujourd'hui comme hier toujours nécessaire pour qui ne veut pas se contenter de l'histoire des vainqueurs, de retourner la terre du vaste champ de l'histoire de ceux qui ne cessèrent de combattre tous les types de dominations. Et c'est bien de cette histoire non officielle, cachée sous des monceaux de gravats napoléoniens, de monticules de glaise royale qu'il nous faut extirper les flèches de nos futurs combats. La retranscription que fit Van de son histoire, de notre histoire, est un combat nécessaire, salutaire, pour qui cherche à se réapproprier son histoire. Ce témoignage nous donne matière à penser pour ici et maintenant. *Au pays d'Héloïse*, qui est la suite du récit autobiographique *Au pays de la cloche fêlée*, nous ramène en France en 1948. De là, son récit nous conduit dans ses premières usines. Son constat est mordant : « Le patronat dispose du temps, le temps mange notre vie. » Et c'est toujours de cette perte qu'il s'agit aujourd'hui. Ces foutues horloges qui le hantent sont toujours celles qui nous pourrissent le quotidien. On peut percevoir alors pourquoi Van aimait tant Baudelaire ; le Temps, le Temps !!

Van au pays du temps



● EVE MAIROT, Van, Paris-New York, 1999 ●

De cette taule qu'est le monde du travail, Van nous raconte comment après des examens médicaux l'usine lui accorde un long repos dans les Pyrénées. Il se retrouve alors, dans un sanatorium, qui surplombe la Nive... Le paysage est de toute beauté, ce qui du coup l'inspire et lui donne l'envie de peindre. Paradoxe de la vie : du sana, Van nous dit : « *En dehors des heures de soins, de cure, je respire à l'aise, je vis hors du temps à gagner, du temps à perdre.* » Ce court espace de repos où le temps s'arrête avant de retrouver le rythme de l'usine devient un rare moment d'enivrement. Le bord de la Nive, « *le silence mélodieux de la montagne* », sont autant d'éléments qui vont créer cette ambiance particulière en sachant pertinemment que ce beau tableau ne durera pas, que ce délicat repos se trouve en sursis. Et de ce fait, peindre est devenu un des

moyens de capter cette atmosphère hors du temps. Mais le livre ne nous laisse pas sur notre faim, car aux descriptions se joignent des reproductions des toiles de Van. Et ces toiles, au-delà de ce qu'elles représentent au niveau artistique, sont à considérer avant tout comme un moment plein de vie, un besoin d'évasion. Et finalement, c'est cette lueur poétique qui nous importe.

VAN NOUS RACONTE AUSSI sa rencontre avec d'anciens ONS (ouvrier non spécialisé) et tirailleurs enrôlés de force au pays pendant la guerre 1939-45, et qui, démobilisés ou déserteurs, s'organisent pour leur survie dans la France d'après guerre. De cette histoire peu connue, Van relate comment environ 20 000 Vietnamiens ont été littéralement déportés soit sur les champs de bataille en première ligne,

soit dans les usines de poudrerie et de fabrication d'obus sur le territoire métropolitain. L'administration qui s'occupe des ONS est directement issue des colonies, tout se passe sous le contrôle de la main-d'œuvre indigène (MOI) qui est administrés par des colons et des officiers à la retraite. Van nous raconte comment cette main-d'œuvre corvéable à merci va subir la faim, la maladie, la torture, l'emprisonnement. Les révoltes sont durement réprimées, beaucoup en mourront. Après la guerre, un certain nombre se sont échappés des camps et ont choisi l'exil, c'est avec plusieurs d'entre eux que Van se liera pour la vie.

Très vite après son arrivée à Paris, Van va faire la connaissance de Sania Gontarbert, qui tient une petite librairie. Depuis son départ d'Indochine, malgré ses doutes grandissants sur la nature même de l'engagement trotskiste (comme le rappelle le préfacier du livre, « être trotskiste à Saigon, c'était avant tout, par-delà les divergences tactiques, marquer son autonomie face aux léninistes orthodoxes locaux, affidés du futur *Hô Chi Minh...* »). Van garde « l'espoir et la conviction d'une nécessaire subversion d'un ordre du monde abject... ». Avec Sania, qui l'avait introduit à l'Union ouvrière internationale (UOI) qui regroupait depuis 1948 les militants en rupture avec le trotskisme, il participera jusqu'à son éclatement aux activités de ce groupe. Il y fera la connaissance de rescapés de la guerre d'Espagne, qui s'étaient battus avec le POUM ainsi qu'avec Edgar Pesch, Benjamin Péret, Manuel Munis et bien d'autres.

Van nous parle enfin de Maximilien Rubel qui fut mêlé à toutes ses interrogations et ses combats dans une amitié qui ne s'éteignit qu'avec la mort de celui-ci en 1996. Avec cet homme, qui passa beaucoup de son temps à extirper Marx de l'ornière où l'avait flanqué ceux qui se revendiquaient de Lénine, Trotsky ou de Staline, Van participera à un groupe d'étude et de réflexion. Ce groupe deviendra plus tard groupe communiste de conseil, et aura une collaboration étroite avec ICO².

Van a écrit: « *La relecture de Marx, éclairée par les recherches de Maximilien Rubel, la découverte de l'existence de la république des conseils ouvriers de Bavière de 1918-1919, de la révolte de Kronstadt dans la Russie de 1921, la résurgence des conseils ouvriers dans la Hongrie de 1956... m'ont amené à la recherche de nouvelles perspectives révolutionnaires et m'ont définitivement éloigné du bolchévisme-léninisme-trotskisme.* » Refusant tout encartement, Van deviendra selon ses mots: « *un rien du tout* ».

Le récit nous mène ensuite dans cette époque pleine d'espoir que fut Mai 1968. Van est alors ouvrier chez Jeumont-Schneider³. Il vient trouver les étudiants, mais certains sont récalcitrants. Van ne cache pas son étonnement quand il voit des maoïstes écrire sur des calicots la sentence « après la pluie vient le beau temps », et clame sa déception: « *On est au pays de la Commune de Paris et on glorifie le livre rouge du paysan du Hunan!* » Dans son usine, la CGT interdit aux ouvriers de rejoindre les étudiants pour déclencher la grève générale et le syndicat chasse les étudiants venus prendre contact avec les ouvriers. On trouve

dans ce livre la reproduction de ses « *impressions de Mai* », paru dans ICO dès décembre 1968. Texte incisif, qui, par une simple description des faits, démontre comment une fois de plus les syndicats ont cassé la grève et remis tout le monde au turbin. Espoir déchu...

Malheureusement, la mort de Van le 2 janvier 2005 est venue interrompre la rédaction des derniers chapitres. Étant engagé dans une lecture aussi intéressante, on a du mal à accepter que l'aventure se termine là, mais voilà encore le Temps...

Suivent tout de même trois articles de Van. La date de rédaction de deux d'entre eux retient notre attention: avril 1968. L'un, sous le titre de « La Réforme agraire », dissèque en fait ce qu'on appelle « la libération nationale », « l'indépendance nationale », l'autre apporte quelques « *Réflexions préliminaires sur la guerre du Viêt Nam* ». Il ne s'agit donc pas d'analyses « après coup » comme savent les fabriquer les illusionnistes de l'histoire... Ces réactions à chaud nous éclairent encore sur le présent du Vietnam, parce qu'elles voyaient déjà en germe et en action le socialisme de Hô Chi Minh tel qu'il sera réellement existant dans le Viêt Nam d'après « la victoire ». Dans le troisième, Van nous raconte comment l'influence de Rousseau, qu'il aimait tant, va jouer un rôle moteur dans la lutte anticoloniale et révolutionnaire vietnamienne. Enfin deux préfaces, l'une est de l'Insomniaque, l'autre d'Hélène Fleury, éclairent grandement la personnalité et l'histoire de Ngo Van.

En guise de fin, voici quelques mots de Van lors d'une rencontre dans une librairie à Barcelone en juin 2004, qui disent tout le sens de sa démarche: « *...J'aimerais que mon témoignage puisse aider à la réactualisation de la mémoire historique et soit une contribution à la lutte d'aujourd'hui et de demain.* »

ETIENNE ANCLIN ■

NOTES

1 – Il y a eu à la fin de l'année 2005 un vif débat politique suite à un article de loi qui voulait réhabiliter l'histoire coloniale de France dans les manuels scolaires.

2 – ICO: Informations et correspondance ouvrières.

3 – Voir à ce sujet l'entretien avec Jean-Paul Petit dans le n° 12 d'Oiseau-tempête.

Le portrait de Ngo Van, VAN, PARIS NEW-YORK, est repris de la couverture d'*Au pays d'Héloïse*. On peut voir d'autres tableaux d'Eve Mairot dans la revue *Réfractations* qui en a publié quelques-uns dans ses n° 7 (2001) et n° 11 (2003); dans ce dernier numéro, des tableaux et dessins de Van ont également été repris.

(*Réfractations*, c/o Publico, 145 rue Amelot, 75011 Paris.)

Une porte ouverte ou en couleur



Jimmy Gladiator,
*À Spleen vaillant,
d'un rien possible,*
l'Harmattan, 2006.

Vive

IL EST PRÉFÉRABLE de lire les poèmes de Jimmy Gladiator à haute voix (plusieurs peuvent même être chantés), car lire et écouter de la poésie, ce n'est pas la même chose. C'est à cela qu'on voit qu'on n'est pas sollicité de la même manière par un texte de réflexion et par la poésie.

La réflexion, l'argumentation, nécessitent l'écrit, l'écoute seule détourne l'attention, agit sur le passionnel. Même dite en désordre, une fausse argumentation prend des airs de logique implacable. Les politiciens en abusent continuellement. La poésie se prête davantage à une approche unitaire de la perception, lue comme du texte en dur, elle paraît asséchée, morte. Il faut faire un effort pour la saisir alors que lue à haute voix, étrangement, elle devient compréhensible. On ne saisit pas tout, mais des bribes s'enchaînent, se synthétisent. À la fin, il y a comme une ombre portée de sens poétique qui apparaît. Et cela suffit souvent pour en apprécier le sens. Lue en public, la poésie se charge également d'une portée sociale.

En écoutant Jimmy Gladiator lire ses poèmes, comme ce fut le cas lors de la présentation de son livre à la Passerelle, à Paris, en janvier 2006, on se dit

qu'ils peuvent aussi se lire comme des contes poétiques; mieux, qu'ils gagnent à être lus avec une voix de conteur, et qu'ils sont écrits dans une langue que les enfants peuvent également entendre, et que le rire et même les ricanements font partie du plaisir poétique. Le poète retrouve les accents des diseurs de contes, et par là trouve une forme à l'expression poétique qui parvient à se *communiquer*. C'est de cela qu'on prend conscience en lisant et surtout en écoutant les poèmes de Jimmy Gladiator. Dans l'adversité, une parole parvient à être entendue, qui nous ramène à la réalité vécue par des voies marginales.

Jimmy Gladiator est aussi l'homme d'une contribution majeure à la poésie, après Marcel Duchamp qui avait inventé la porte qui est « ouverte en même temps que fermée » (contredisant le fameux une porte doit être ouverte ou fermée); il a déclaré à la Passerelle: « Une porte ouverte ou en couleur! »

BARTHÉLÉMY SCHWARTZ ■



JIMMY GLADIATOR a récemment publié, aux éditions Ab irato, en octobre 2005, *D'un voyage en Palestine, Itinéraire d'Houilles à Tulkarem*.

Ab irato, 21 ter rue Voltaire, 75011 Paris,
<http://abirato.internetdown.org>



Mais c'est qu'elle me crame, avec ses yeux plantés, là, dans les miens !

Qu'elle me lançine, qu'elle me cafouille, qu'elle me squatte ! Qu'elle me brise les tirelires !

Qu'est-ce qui se passe ? J'ai du chocolat chaud qui me flue les veines, du caramel mou qui me tornade les jambes !

Mais c'est qu'elle réveille mes loups, qu'elle affame mes orphelins, qu'elle colmate mes veuves !

Mais c'est qu'elle me flanque des venins, qu'elle me noue des promesses mercenaires, qu'elle assèche mes marigots !

Impérialisme torride, invasion éclair, commandos moites ! Envies forcenées de savanes à pleines mains, de hoggar à pleine bouche, de pistes à plein pots !

Ça y est, elle m'empoigne les rides, elle pioche dans mes hontes, elle sabote mes coups fourrés ! Elle m'enlise les cartes ! Elle me brouille les pirates !

Ça y est, j'ai le corps qui crie ses noyades, la tête qui lèche ses ventouses, l'ombre qui gigote ses trottoirs ! Tapis flambe, bouteille cingle, papier mouille !

Mais c'est qu'elle me pochtronne ! Qu'elle me carbure le palpitant ! Me cargue les fatigues ! Me houle les songes ! Me suinte les paniques !

Mais qu'est-ce qu'elle fait ? C'est quoi ces ongles qui me décortiquent les cinq sens, ces sirops qui me gicent de la mémoire, ces czars qui me photographient les larmes ?

Mais qu'est-ce qu'elle fait, je vais encore calciner mes navires ! Je vais encore scotcher mes orgies, sonder mes draps, déchirer mes coussins !

Ça y est, elle me roule sous sa table, me repeint les cicatrices, me touille les glandes, me trinque les neurones !

Ça frôle l'oasis, ça chatouille les tatouages, ça triture les alcools ! Du shimmy dans le fou-rire, des hublots dans le désert, des poignards dans la neige !

Ça y est, elle me visse des allumettes sous le pull, elle me rive des naufrages sous la ceinture, elle me cheville des vertiges à même les mirages !

J'ai l'air de quoi ? Qu'est-ce que je peux faire, à quoi ça va ressembler, qu'est-ce qui va se passer ?

C'est quoi, ces ronds de chapeau ? C'est quoi ces fourmis rouges ? Ces roses des sables, ces totems, ces coquillages ? ces statues narquoises ? Chelou, relou, zarbi ?

'Y a pas, elle me renverse les rescousses, elle me démonte les renforts, elle me terrasse les places-fortes !

'Y a pas, elle me numérote les abattis, elle me récupère les hardes, elle me bricole les ossements !

'Y a pas, elle me pimpe les fantômes, elle me requinque le Léthé, elle me ravaude les frissons !

'Y a pas, c'est fait, j'ai l'air d'un brouillon corsaire, d'un hobo démasqué, d'une lame de Möbius !

Et maintenant, maintenant, c'est fait, des orages à la fenêtre, des insomnies de contrebande, des palmiers dans le calendrier !

C'est fait, l'air d'une boussole démontable ! L'air d'un rat de Hameln ! D'un sphinx aphone, d'un gnome patraque, d'un papillon dans un incendie de forêt !

C'est fait, le piège dans la ruche, le lait sur la peau, la mèche à ses yeux !

Et maintenant, maintenant, la nitro sous les doigts !

Ça y est, c'est fait, 'y a pas, maintenant, j'ai l'air de quoi ?

JIMMY GLADIATOR ■

Vive zému !

Guerre sociale en Argentine

Búsqueda Piquetera,

Documentaire de Jeanne Gaggini et David Planque,

62 mn, Autoproduction, France, 2005.

LES MANIFESTATIONS, émeutes et pillages de décembre 2001 ont révélé à la scène internationale la grave crise économique que traverse l'Argentine. Cependant dès le milieu des années 1990, les licenciements massifs ont poussé les plus pauvres à s'organiser collectivement pour faire face à la misère. En dehors des structures syndicales ou politiques, apparaissent des mouvements de chômeurs et les premiers « piquetes », blocages de routes. À travers cette nouvelle pratique se développe une forme d'organisation basée sur l'horizontalité et une recherche constante d'autonomie face aux institutions. Tourné en 2003, *Búsqueda Piquetera* donne la parole aux *piqueteros* du

MTD Solano (Movimiento de trabajadores desocupados).

Ce film est, pour l'instant, projeté dans différents lieux en France, suivi d'un débat avec les deux réalisateurs. Si cela passe près de chez vous, surtout ne le loupez pas!... en attendant que des copies puissent circuler de manière plus large. Si vous voulez contacter les réalisateurs pour leur poser des questions, en savoir plus sur leur documentaire, sur leur expérience en Argentine ou pour les inviter et organiser une projection par chez vous, contactez-les au mail suivant: busquedapiquetera@no-log.org, ou contactez Oiseau-tempête qui transmettra. ■



Fig. 664. - Étuve à désinfecter les livres.

Again and Again ou « il fera si bon mourir »

Boris Lamine,

Il fera si bon mourir,

Pas même t'y crois production, 2006.

Les extraits qui suivent sont tirés du livre « *Il fera si bon mourir* », édité fin 2005 par la maison d'édition Pas même t'y crois production. C'est un récit à trois voix. Celles de trois jeunes habitants d'une banlieue populaire comme l'on en trouve partout à la périphérie des grandes métropoles. Ils la racontent en se racontant eux-mêmes, à la première personne, dans chacun des chapitres qui leurs sont consacrés. Car Ndumbé, Farid et un troisième quidam de la cité ne se connaissent pas, ne se connaîtront jamais, et si leurs chemins finissent pour se croiser quelque part à un moment donné, c'est parce que le hasard les place ensemble... au mauvais endroit au mauvais moment. Pourtant, est-ce un hasard s'ils viennent d'où ils viennent et s'ils sont tels qu'ils sont ?

Chacun avec son caractère, sa façon à lui de réagir, chacun avec son identité bien définie, les trois protagonistes ont en commun un même parler, ils connaissent les mêmes galères, ils ressentent la même rage, ils partagent en somme le même vécu ainsi qu'un certain regard porté sur la réalité de la cité. Un regard lucide, donc, désillusionné. « Mais je vois bien qu'on a le choix que de tourner en rond. Comme un rat en cage », dit à un certain moment Ndumbé.

Tous ont envie de parler. Tous parlent à la première personne, personne ne cherche à parler au nom des autres. Le « nous » revient tout naturellement de temps en temps à signifier une condition partagée, la conviction que si l'on se retrouve systématiquement au mauvais endroit au mauvais moment n'est pas un hasard. Pas des perspectives pourtant, pas de programmes, pas de manifestes politiques, plutôt de la démerde comme on dit. Pour le reste c'est la même impuissance à la quelle nous sommes tous confrontés quotidiennement. Pas de résignation pourtant, pas de victimisation, envie d'en découdre plutôt, de la passion comme on dit. Pour le reste, il y a des relations qui se nouent, amicales, amoureuses, il y a de la défonce, de l'humour, de la violence, des voyages, bref, des histoires de vie pas vraiment ordinaires, vu que l'ordinaire de la vie est platitude et indifférence. Ce pourquoi la colère présente de bout en bout dans ce récit, la détermination à ne pas courber l'échine, sont une bouffée d'oxygène pour ceux qui sentent l'asphyxie.

SABINA ■

On peut se procurer ce livre en contactant directement Oiseau-tempête. Il est aussi téléchargeable sur le site Internet : <http://internetdown.org/ilfera>

Brazzaville, Congo, 2002

« Il arrive un temps où le fleuve se calme et il y a des vagues qui apparaissent, des vagues un peu bizarres. Après il y a un feu qui sort du fleuve et la sirène, à ce moment-là, apparait. Elle a la forme d'une Blanche, elle a de longs cheveux jusqu'aux fesses. Et du côté des pieds, elle n'a pas de pieds mais une forme de poisson. J'ai déjà vu Mama Wata, la sirène. »

Un pêcheur du fleuve Congo.

L N'Y A PAS EU beaucoup de pluie depuis que je suis arrivé. Du coup la poussière a repris ses droits dans les ruelles de Brazza. Ici, l'urbanité est à l'image de ce que l'on peut se faire, elle n'a pas avancé, on retrouve les traces des destructions et pas de traces de projet, de construction. Ah, si, le maire veut donner une image propre de la ville. Il a viré une bonne partie des vendeurs de rue, il faut maintenant une patente dûment réglée pour avoir une place au marché, et on menace les bars qui se servent du trottoir comme terrasse (puisque le maire projette de mettre des dalles sur les trottoirs, pour l'instant, c'est bien souvent du sable au bord du goudron... quand il y a du goudron), Les taxis et les bus sont sommés de se faire repeindre dans un vert unique, au garage de la mairie, bien sûr ! Et de payer une patente supplémentaire pour être affublé d'un numéro et d'un autocollant sponsorisé par un opérateur de téléphonie mobile. Donc Brazzaville serait en passe de devenir une ville moderne, prête à rivaliser avec les capitales du monde... Mais comme le dit un copain : « On s'en fout d'avoir des dalles sur nos trottoirs, vu que la galère et la misère seront toujours là. » Manquerait plus que les dalles soient pillées à la prochaine guerre.

Ici, j'ai pu retrouver un vieux pote. Nos retrouvailles se sont faites simplement. On circule, comme on dit ici. À droite, à gauche, pour régler une affaire, rendre un service ou prendre un renseignement. Et pourtant on a jamais grand-chose à faire. À pied ou en bus, on sillonne la ville. On tchatte, on se raconte des anecdotes, celles de la guerre et des milices, de la galère et du quotidien. Jour de fête, on s'avale un maboké, avec un jus ou bien une bière locale. La Ngok ou la Primus, selon les écoles. Mais Brazza a perdu beaucoup de sa vie. L'électricité est coupée par intermittence dans chaque quartier. Le soir, une partie de Brazza est dans le noir. Tu t'en aperçois en passant d'un quartier à un autre. Et puis tu vois des grands trous noirs au loin. « Tiens ! y a pas de courant à la piaule, on va encore circuler un peu. »

Brazzaville. Brazza la verte, Brazza la fête, ville de culture, de musique...

Aujourd'hui, c'est Brazza la meurtrie, c'est Brazza la poubelle.

Le Congo, noyé entre deux dépêches d'un coup d'État et d'une autre guerre. Au Congo, on s'acharne à se charcuter, à se laminer.

1997, pour l'élection présidentielle, la course au pouvoir se réglera par milices interposées. Les vieux de la politique ont l'art de se chlaper pour être à la bonne place à table. Facile de recruter des miliciens dans un bled, où la course à la survie est quotidienne.

Où on ne voit pas le bout, on a plus d'espoir. Pendant que ça s'exécute, ça viole, ça fuit, les Denis, Pascal, Bernard, etc., comptent les points. Celui qui gagne a le jackpot, cagnotte offerte par TotalElf, les perdants s'exilent dans leurs belles villas...

Les combats font rage dans Brazzaville, alors pour les populations, c'est rester la peur au ventre, ou fuir la peur aux trousses.

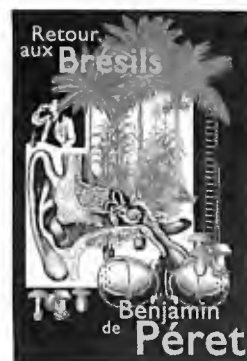
BORIS LAMINE ■



Fig. 884. - Écrin à désinfecter les livres.

Retour aux Brésils de Benjamin Péret

Maira, n° 67,
novembre 2005, 3 €
(4 sentier des Jones, 94230 Cachan,
maira@wanadoo.fr)



Après la lecture du dernier numéro de la revue *Maira* plus personne n'a le droit d'ignorer le lien surréaliste qui exista entre Benjamin Péret et le Brésil.

La lecture de *Maira* ressemble parfois à l'application pratique de la formule de Picabia: « Notre tête est ronde pour permettre à la pensée de changer de direction », tant on a l'impression que les digressions de la lecture nous jetent dans les flots agités de la haute mer, dans des courants sans retour et pour lesquels nos fragiles coques ne sont point préparées... Mais, toujours, nous échouons sur des rives familières et, jamais, nos esprits ne s'égarer. En tout cas, avec *Maira*, il n'y a pas de contrefaçons !

Rappelons brièvement quelques uns des mets de cette foisonnante dernière livraison qui traite de la première période du séjour de Péret au Brésil. Chronologie automatique autour de Breton, exclusions et hasards objectifs. Péret et sa femme Elsie arrivent à Rio en février 1929. Le mouvement moderniste au Brésil et les suites surréalistes. Les articles de Péret sur les religions africaines, des religions non révélées, « débordantes de poésie primitive et sauvage », ses études des insurrections des esclaves de Bahia de la fin du XIX^e. Particulièrement captivantes sont les pages sur la révolte des marins noirs, en 1910 à Rio. Insurrection à laquelle Péret dédiera un essai, ébauche d'un livre jamais paru sur *l'Amiral noir*. Ainsi que les quelques notes sur la création du parti communiste brésilien, née d'une scission anarchiste, dans la bonne tradition lusitanienne. Et puis, en décembre 1931, Péret est expulsé du Brésil après avoir participé à la fondation de la Ligue communiste internationaliste. Organisation

trotskiste qui marquera le mouvement ouvrier brésilien des années à venir et dont des militants seront plus tard à l'origine du Parti des Travailleurs.

Plus ennuyeux, sont les longues digressions sur les tristes aventures des enfants du prophète Trotski chez les Tupi. On excusera aussi quelques propos (p. XXV) qu'on ne s'attendait pas à trouver dans ces pages, sur les révoltes de banlieue en France novembre 2005... Enfin, à celles et à ceux qui liront l'article de Maxime Braquet qui traite des liens entre Péret et le bolchevique Muniz, on ne saurait que leur conseiller le texte de Ngo Van, « Et il venoit devant ma porte... » (*Au pays d'Héloïse*, p. 62), où notre ami rappelle l'attitude bureaucratique de ce révolutionnaire professionnel, chef de l'Union ouvrière internationale et d'un NOUS « zamiatinien » dont faisait partie Péret. Comme quoi, *nobody is perfect* et il y a des liens séducteurs dont il faut se méfier.

Deux belles illustrations de couverture, d'Anne Guinault et de Barthélémy Schwartz, ouvrent et ferment (ou vice versa) ce numéro de *Maira*.

À lire aussi, *Brésil la mémoire perturbée, les marques de l'esclavage*, choix de textes de la revue *Maira* sur la question de l'esclavagisme au Brésil: « L'esclavage, consubstantiel à l'essor du capitalisme moderne ». Ab irato (21 ter, rue Voltaire, 75011 Paris), 2004, 8 €. (Nous avons aussi publié une note de lecture de ce livre dans *Oiseau-tempête* n° 11, été 2004).

CHARLES REEVE ■

ONT COLLABORÉ À CE NUMÉRO 13 DE OISEAU-TEMPÊTE :

Etienne Anclin
Mathilde Anclin
Ingrid Artus
Elisabeth Caron
Bruno Bachmann
Borbala
Yann Brault
Lucia Bruno
David Coustaury



Gaëlle Erkens
Hélène Fleury
Gobelin
Gilles Houssard
Charles Reeve
Sabina
Barthélémy Schwartz
et remerciements
à Bernard Mouellic



Les lois changent, l'immigration reste



Fig. 884. - Étuve à désinfecter les livres.

Les Gens du Salto,
réalisation José Vieira, 2005.
Coffret de 2 DVD, (7 films),
La Huit Production
(218 bis, rue de Charenton,
75012 Paris, distribution@lahuit.fr)

Quand il s'agit d'immigration, les capitalistes et leurs fonctionnaires affichent ouvertement ce qu'ils n'osent pas dire sur la classe ouvrière en général. Les lois sur l'immigration se succèdent, se ressemblant dans l'ignoble intention de soumettre des êtres humains aux « nécessités de l'économie », de les réduire à un « capital variable ». Elles s'adoucissent ou elles se durcissent selon les rapports de force entre les classes, les besoins du profit et de ceux qui vivent de exploitation du travail. La dernière trouvaille hypocrite étant le projet de « choisir l'immigration », alors même que l'émigration reste partout la seule issue de survie. Cette déshumanisation des humains, on la retrouve jusque dans le langage des sociologues et des journalistes. Ainsi, cette expression devenue aujourd'hui courante qui dit beaucoup sur le mépris de ceux qui cherchent à échapper à la misère, « les flux migratoires ».

Au début du ^{xx}e siècle, les syndicalistes révolutionnaires nord-américains, les Industrial Workers of the World, parmi lesquels on retrouvait nombre d'exclus, de migrants, d'émigrés, d'illustres inconnus mais aussi Joe Hill, disaient que « toute loi sur l'immigration est une loi contre la classe ouvrière ! ». Il y a, dans cette affirmation, la dénonciation de la séparation légale qui est introduite au sein des exploités.

L'histoire de l'immigration, c'est l'histoire des sociétés capitalistes, l'histoire du peuple des prolétaires, celle de ses divisions, de ses faiblesses, de ses défaites. De ses révoltes et de ses luttes pour la dignité, aussi. Et ces mots que lui sont associés, « clandestin », « taudis », « intermédiaires », « déracinement », sont aussi vieux que l'histoire des émigrations.

L'effacement de la mémoire est sans doute un des faits qui détermine la fatalité et la résignation au monde tel qu'il fut, tel qu'il est, tel qu'il sera. Comme l'oubli est une nécessité pour la survie de ceux qui veulent croire à un autre futur pour leurs

enfants. Alors même que la reproduction des horreurs se poursuit, inlassablement, chez les autres, chez les mêmes.

Le travail que fait José Vieira est une pierre dans cette entreprise de l'oubli et de l'effacement de la mémoire, c'est un cri dans le silence consensuel, une correction de l'histoire officielle. Se réappropriant sa vie – enfant d'un bidonville de la République des droits de l'homme –, il reconstitue une tranche de l'histoire de l'émigration. Lorsque, dans les années soixante, des milliers et milliers de Portugais sont partis, sans papiers et dans des conditions terribles, vers le nord de l'Europe, lorsque « des villages entiers se sont vidés dans le secret et la peur ». Un côté pile des « 30 glorieuses » dont on nous abreuve aujourd'hui. Ceci faisant, le travail de José Vieira ressoude des séparations, répare les déchirures, redonne une dignité au passé. Qu'il ne faut pas oublier, mais raconter la tête haute pour affronter le présent. Les Portugais de ses films sont les frères des Polonais des années trente, des Italiens des années quarante, des Africains, des Albanais et des Chinois de ce début de siècle. Toujours ce monde de « sans-papiers », de voyages en camion fermé ou en embarcations fragiles, de « marchands de viande », d'un quotidien fait de contrôles, de peurs et de renfermements, d'appétits capitalistes en main d'œuvre fraîche et soumise, d'utilisation politicienne de la misère. D'aspirations à une vie meilleure aussi.

On ferait une grave erreur de penser que les films de José Vieira ne sont que des films sur l'émigration portugaise ! Ce sont des films sur l'émigration, sur l'immigration et donc sur notre société, aujourd'hui, ici et ailleurs. Un travail qui s'inscrit dans le généreux projet qui aspire à redonner dignité à l'histoire de millions de femmes et d'hommes. Passage obligé pour pouvoir envisager la fin de la condition d'étranger. C'est dire, la fin du système qui l'engendre.

CHARLES REEVE ■

Nous fûmes les rebelles, nous fûmes les brigands...



Fig. 644. - Étuve à désinfecter les livres.

Belgrado Pedrini (1923-1979)
*Nous fûmes les rebelles, nous fûmes
les brigands..., éclats autobiographiques
d'hommes contre*, traduit de l'italien,
novembre 2005, Mutines Séditions.



Le livre est composé de fragments d'un anarchiste autodidacte italien de Carrare qui s'est engagé très jeune – à 18 ans – dans la lutte contre le fascisme avant d'être incarcéré. Libéré par une formation de partisans anarchistes, il les rejoint et combat dans les montagnes. En 1945, n'abandonnant pas la lutte sous prétexte qu'une nouvelle bourgeoisie (républicaine et plus démocrate) en remplace une autre, il est condamné à perpétuité pour des expropriations contre les industriels fascistes et le meurtre de policiers... commis en 1942; les délits sont considérés comme étant de droit commun car perpétrés avant 1943, date à laquelle s'organise, d'un côté, la « Résistance officielle » (pour « libérer le territoire national ») et, de l'autre, le régime de collaboration fondé par Mussolini dans le Nord du pays (la *Repubblica sociale italiana*, basée à Salò). Il ne sort de prison qu'en 1974 après presque trente années d'enfermement et poursuit le combat pour l'anarchie avant de s'éteindre. Son autobiographie partielle, qu'il n'a pas eu le temps d'achever, publiée par ses compagnons de Carrare en 2001, est donc désormais disponible en français, accompagnée de nombreuses notes explicatives.

La richesse du témoignage de Belgrado Pedrini donne corps à des réalités historiques et des tranches de vie qu'on retrouve rarement aujourd'hui lorsqu'on s'intéresse à cette période. L'arrestation de ces révoltés, une fois la « libération » acquise, par un pouvoir qui maintient en son sein la quasi-totalité des anciens cadres fascistes en est un bon exemple. Une des forces de ce témoignage est de montrer clairement que, dans les rangs de la « Résistance », il y avait des individus pour qui il ne s'agissait pas de « libérer une seule portion de terre d'une occupation étrangère (...), mais de détruire les rapports de classe dans une perspective anticapitaliste » (introduction).

Par ailleurs, l'introduction faite à ce récit précise: « Notre choix n'est ni d'alimenter le panthéon des héros anarchistes, mais pas non plus de cantonner les expériences comme celles de Pedrini dans les limbes du passé révolu. » C'est vrai qu'ils n'apparaissent pas comme des « héros », mais la droiture, les valeurs de l'auteur et de certains de ses compagnons (comme une certaine logique de l'honneur) laissent transpirer une éthique de la révolte indivi-

duelle qui aboutit parfois à des jugements moralistes. Par exemple, le regard de Pedrini sur ses codétenus pendant ses longues années de prison étonne par sa dureté.

Le récit montre aussi l'hétérogénéité de la résistance italienne à cette époque, partagée entre des groupes de partisans anarchistes et d'autres formations mélangeant à la fois des anarchistes, des communistes et des socialistes. À ce propos, le témoignage de l'auteur ne nous en dit sans doute pas assez sur le commandant de la formation de partisans dans laquelle Pedrini était actif avec d'autres anarchistes. Ce commandant est présenté comme « communiste » sans qu'on sache vraiment qu'elles étaient leurs relations pendant la lutte, ce que ce « commandant » pensait de la « Résistance », d'après quelle stratégie il menait la formation. De ce point de vue, le témoignage, même accompagné de notes, soulève plus de questions que de réponses. Mais il est d'autant plus stimulant pour tenter de saisir, avec du recul, ce qui s'est joué pendant cette période confuse.

On peut se procurer le livre dans certaines librairies (comme le Kiosk ou la Galerie de la Sorbonne à Paris, Scrupules à Montpellier, etc.) au prix de 3€. Sinon, pour le commander (pensez au port...), écrivez à l'adresse : Cette semaine, BP 275, 54005 Nancy CEDEX. Il est également lisible ou téléchargeable sur le site internet : <http://mutineseditions.free.fr>

Mutines Séditions a déjà publié : Un Recueil de textes d'anarchistes argentins (2001-2003) en 2003, puis, une brochure, Négrisme & Tute blanche, une contre-révolution de gauche, en 2004.

BORBALA ■

Toujours plus vite

LE PLAISIR DE VOYAGER, entendu comme aventure et découverte, est une chose. La nécessité de se déplacer le plus rapidement possible en est une autre. La Grande Vitesse n'est rien d'autre que la réponse à cette fausse nécessité: celle de parcourir le plus grand espace en le moins de temps possible. Mais de quel espace et de quel temps parlons-nous? Vite fait bien fait de Turin à Paris et de Paris à Turin, agrippé à ses vingt-quatre heures, chacun trouvera à la gare d'arrivée le énième sandwich, le même Coca et le même ennui qu'il a laissé à la gare de départ. Avec la Grande Vitesse, il sera possible de rejoindre le même ennui, le même Coca et le même sandwich en cinq heures plutôt qu'en dix. Ben dis donc! C'est ça le progrès dont l'idéologie arrête si souvent la critique, et qui nous rend bouche bée d'admiration? Eh oui. Et c'est le premier mensonge qu'on doit démasquer. Le gain de temps, qu'on nous deale comme un besoin humain que chacun devrait pouvoir satisfaire, ne répond en fait qu'aux intérêts du capital et de sa reproduction: la réduction de la vie quotidienne à une ressource de moments complètement équivalents entre eux, une course nécessaire et rapide qui ne laisserait aucune place à des pensées ou désirs qui ne seraient pas une nouvelle marchandise à consommer. Qu'il s'agisse d'un pique-nique en famille, d'une pizza entre amis ou d'une journée de ski. C'est donc ça notre vie? Il semblerait que oui. Paradoxalement ce n'est pourtant que lorsque chaque instant est devenu égal aux autres, lorsque chaque endroit est devenu identique, que le fait de se déplacer le plus rapidement possible est devenu une conquête. Il y a bien sûr ceux qui se plaignent que la Grande Vitesse éventrera des vallées, dévastera des jardins, asséchera les géraniums au bord des fenêtres ou tiendra éveillés ceux qui auront la malchance de vivre aux alentours de son passage. C'est vrai, mais il y a plus. La Grande Vitesse n'est pas seulement une attaque contre la vie de quelques vallées, mais une attaque contre le sens de la vie même. C'est un signe des temps sans équivoque, un temps où le mensonge est nécessaire au capital pour se maintenir. Et c'est bien ça le hic. Le progrès, l'économie et la production, dès lors que leur fonction d'optimiser les ressources humaines s'est épuisée, se sont maintenus en vie et tournent à vide pour une foule de crédules apeurés qui n'osent pas se libérer. Ceux qui administrent tout cela ne sont alors plus bons à rien. Pour continuer à exister, ils doivent ainsi se contenter de réaliser des nocivités: les Trains à Grande Vitesse par exemple. Ceux-là, comme le capital, courent comme des fous sur un quai sans issue. Réussirons-nous à les faire dérailler?

Anarchici Valdostani

14 mars 1998

LES TRACÉS de lignes ferroviaires à Grande Vitesse, avec leur lot de saccages, suscitent régulièrement l'opposition des habitants. Ceux de la vallée italienne du Val Susa se mobilisent contre le Tav, projet de TGV reliant Lyon à Turin, qui nécessite de creuser un tunnel de 52 km sous les Alpes. Le refus des expropriations et des conséquences écologiques (dénaturation de la vallée, extraction pendant 20 ans de millions de mètres cube de roches contenant de l'amiant et de l'uranium) a débouché sur une lutte contre les travaux et les forces répressives qui les protègent. En décembre 2005, une manifestation a rassemblé plus de 30 000 personnes, pas dupes de la trêve accordée par le gouvernement italien afin que les Jeux olympiques de Turin se déroulent calmement. Finalement, la « foule de crédules » s'est révélée être une collectivité d'incrédulés consciemment mobilisés.

Le texte que nous reproduisons ci-dessus, signé « Anarchici Valdostani », date du 14 mars 1998, au moment des premières mobilisations¹. Il pose de façon claire les questions de la vitesse, de l'uniformisation du monde, du temps et de l'espace sous le règne du capital.

OT ■

1 – Extrait du bulletin À toute allure (La lutte du Val Susa contre le TGV Lyon-Turin), décembre 2005.

Ban-lieux

lieux, lieux de quels lieux
 ennuis de quels lits
 lits enlisés de nos ennuis
 ennuis produits par nos ennemis
 produits ennemis de nos envies
 envies d'ailleurs pour un ailleurs
 ailleurs impossible pour nos envies
 quels possibles pour nos vies
 NO – VIES pour nos possibles

ELISABETH CARON ■



AU sommaire du n°13

- 1 – Incendies sans paroles
- 8 – Conversation avec un émeutier
- 14 – Lexique
- 20 – Nach Berlin...
- 21 – Incendies vus d'ailleurs
- 24 – Mauvais endroit, mauvais moment
- 25 – « L'essence de la révolte »
- 26 – « Révoltes et chaos dans le capital »
- 28 – Libre jeu des passions
- 30-38 – Les notes de lecture de l'Étude à désinfecter les livres
- 39 – « Toujours plus vite »
- 40 – Ban-lieux

AVIS DE TEMPÊTE (FORCE 12, 2005)

(OT n°12, été 2005) : Réfléchissez par vous-même, ouvrez les yeux ! témoignage autour de Ngo Van , la suite de son histoire des luttes anticoloniales au Vietnam : Le joueur de flûte et l'oncle Ho. – Du révolutionnaire Ret Marut à l'écrivain B.Traven : deux ou trois choses que nous savons de lui. – **Invectivopharismes** : des poids et des mesures, des volumes et des surfaces. – **Comment ce monde va ?** Très mal ! Des soutes de l'exploitation aux corridors des idéologies autoritaires. – **Au seuil de la copulation aromale des astres** : Fourier avec un seul « r ». – **L'équipée sportive** : tous ensemble, chacun à sa place et droit au but. – **Religion, révolte et communauté** : perte de la transcendance et atomisation des communautés. – **Notes sur l'Islam contemporain** : les secrets de l'Islam dévoilés par Serge Bricianer. – **Descendance – Entre Dijon et Nancy – Express** : poésie et choses dites. – **Tract OT « La semaine des 4 judis »**, diffusé à l'occasion de la réforme des 35h. – **Les secrets de l'Oncle Sam** : encore des secrets dévoilés par OT ! – **Étuves à désinfecter les livres** : divers notes de lecture. – **Tract « Retour d'expérience »** : les irradiés vous saluent bien. – **Rebonds sur la novlangue** : des mots pour dire les choses plutôt que des machines pour les penser.



Abonnement de soutien pour 3 numéros : à partir de 20€
 (Chèque à l'ordre de **Ab irato**)
 oiseau.tempete@internetdown.org

CORRESPONDANCE : Oiseau-tempête
 21 ter, rue Voltaire, 75011 PARIS – France
 e-mail: oiseau.tempete@internetdown.org

Diffusion Dif'pop
 www.difpop.com
 (et par nos soins)

Les anciens numéros d'Oiseau-tempête, traductions et tracts sont disponibles sur le site web. TOUTE COPIE OU REPRODUCTION INTÉGRALE OU PARTIELLE DESTINÉE A UNE UTILISATION INDIVIDUELLE OU COLLECTIVE CONSTITUE UNE CONTRIBUTION À LA DIFFUSION D'OISEAU-TEMPÊTE.